



Rapport aux actionnaires

LA BANQUE ROYALE DU CANADA DÉCLARE UN BÉNÉFICE RECORD POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2006

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Faits saillants du premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005 :

- Bénéfice net trimestriel record de 1 171 millions de dollars, en hausse de 20 %; bénéfice net lié aux activités poursuivies (1) de 1 172 millions, en hausse de 195 millions ou 20 %.
- Bénéfice dilué par action de 1,78 \$, en hausse de 19 %; bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies de 1,78 \$, en hausse de 0,28 \$ ou 19 %.
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 23,9 %, en hausse de 200 points de base; rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour les activités poursuivies de 23,6 %, en hausse de 200 points de base.
- Revenus liés aux activités poursuivies de 4 978 millions de dollars, en hausse de 205 millions ou 4 %.
- Frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies de 2 769 millions de dollars, en hausse de 115 millions ou 4 %.
- Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux activités poursuivies de 47 millions de dollars, en baisse de 61 millions ou 56 %.

TORONTO, le 3 mars 2006 – La Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripneur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé aujourd'hui qu'elle a réalisé un bénéfice net de 1 171 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2006, en hausse de 20 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,78 \$, en hausse de 19 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,9 %, en hausse de 200 points de base.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Nous sommes satisfaits de la forte croissance

(1) Les activités poursuivies excluent les résultats de nos activités abandonnées, RBC Mortgage Company, dont certains actifs ont été vendus le 2 septembre 2005.

du bénéfice et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 23,9 % enregistrés au premier trimestre. Le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada a connu une performance exceptionnelle, ses revenus ayant augmenté de façon considérable et ayant de loin excédé la croissance des charges. Notre initiative *Le client avant tout* porte ses fruits, et les clients nous récompensent en nous confiant un plus grand nombre de leurs affaires. Nous sommes également satisfaits du rendement total pour les actionnaires ordinaires de plus de 45 % enregistré au cours des 12 derniers mois. »

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 1 172 millions de dollars, en hausse de 20 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,78 \$, en hausse de 19 %, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies s'est établi à 23,6 %, en hausse de 200 points de base.

Le total des revenus liés aux activités poursuivies a augmenté de 205 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités bancaires, de gestion de patrimoine et d'assurance, laquelle découle en grande partie de la conjoncture nord-américaine favorable et de nos initiatives relatives à la croissance des revenus.

Cette croissance s'est produite malgré la réduction de 60 millions de dollars des revenus libellés en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien et des résultats à la baisse liés aux activités de négociation. De plus, nous n'avons pas comptabilisé de revenus relativement à notre nouvelle coentreprise créée le 2 janvier 2006, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS), en raison du décalage de un mois dans la présentation des résultats.

Les frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies se sont accrus de 115 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier, en raison de l'accroissement de la charge au titre des ressources humaines. L'accroissement de cette charge est en grande partie imputable à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable et de la rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des salaires, laquelle reflète la réduction de l'effectif. La charge au titre de la rémunération variable s'est accrue, traduisant les solides résultats enregistrés et les ajustements définitifs apportés à certains régimes de primes calculées annuellement, lesquels ont augmenté

Table des matières

1	Faits saillants du trimestre	5	Résumé	22	Arrangements hors bilan
2	Message du président et chef de la direction	8	Résultats consolidés liés aux activités poursuivies	23	Gestion du risque
4	Rapport de gestion	11	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	23	Risque de crédit
4	À propos de RBC Groupe Financier	12	Conventions comptables et estimations	24	Risque de marché
4	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	12	Résultats des secteurs d'exploitation	26	Risque d'illiquidité et de financement
5	Sommaire des résultats consolidés et autres faits saillants	20	Faits saillants du bilan	27	États financiers consolidés intermédiaires
		21	Gestion du capital	31	Notes complémentaires
				39	Renseignements aux actionnaires

les charges du trimestre considéré, mais diminué les charges de l'exercice précédent. La charge au titre de la rémunération à base d'actions a augmenté en raison de l'appréciation importante du cours de nos actions ordinaires, ainsi que de la constatation accélérée de montants liés à des employés admissibles à la retraite. Le total des autres frais autres que d'intérêt est demeuré inchangé, car les économies de coûts résultant des mesures de gestion des coûts ont été affectées aux mesures visant l'infrastructure et l'expansion, notamment l'acquisition d'Abacus Financial Services Group Limited (Abacus) et la création de RBC Dexia IS.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux activités poursuivies a diminué de 61 millions de dollars ou 56 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution tient principalement à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale ce trimestre, qui découle du maintien de conditions de crédit favorables et de l'amélioration de la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 70 millions de dollars ou 12 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation est en grande partie imputable aux provisions supplémentaires de 61 millions de dollars (avant et après impôts) au titre des sinistres nets estimatifs liés à l'ouragan Wilma survenu à la fin d'octobre 2005. Elle tient aussi à la croissance des activités et à la hausse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'amélioration de l'historique des sinistres et par la variation des ajustements au titre des réserves actuarielles nettes d'une période à l'autre.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué par rapport à l'an dernier, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies. Ce résultat est partiellement attribuable au règlement favorable d'une vérification fiscale, laquelle a donné lieu à la contrepassation d'impôts de 70 millions de dollars passés en charges dans les exercices précédents. La diminution des impôts sur les bénéfices reflète aussi la hausse du bénéfice déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles.

Comparativement au quatrième trimestre de 2005, le bénéfice net a progressé de 649 millions de dollars ou 124 %, et le bénéfice dilué par action s'est accru de 0,99 \$ ou 125 %. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies a augmenté de 629 millions de dollars ou 116 %, et le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies s'est accru de 0,96 \$ ou 117 %. Cette amélioration reflète principalement la constatation, au trimestre précédent, d'une provision de 591 millions de dollars (326 millions après impôts) relative au litige lié à Enron Corp. et de provisions de 203 millions (avant et après impôts) au titre des sinistres nets estimatifs liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma. Les autres facteurs ayant eu une incidence sur les résultats trimestriels incluent les résultats à la hausse liés aux activités de négociation qui reflètent l'amélioration de la conjoncture, l'accroissement des volumes d'activités d'assurance, et la contrepassation d'impôts de 70 millions de dollars passés en charges précédemment, ainsi que la contrepassation d'une tranche de 50 millions (33 millions après impôts) de la provision générale.

La perte nette liée aux activités abandonnées s'est chiffrée à 1 million de dollars ce trimestre, et elle est principalement imputable aux charges liées à la réduction progressive des activités de RBC Mortgage Company. Nous avons constaté un bénéfice net de 2 millions de dollars l'an dernier et une perte nette de 21 millions au trimestre précédent, qui comprenait également des montants liés à l'exploitation de RBC Mortgage Company et à la vente de certains de ses actifs.

Au 31 janvier 2006, le ratio de capital de première catégorie et le ratio de capital total s'élevaient à 9,5 % et à 12,8 %, respectivement. Ces ratios se comparent favorablement avec le ratio de capital de première catégorie de 9,2 % et avec le ratio de capital total de 12,7 % enregistrés l'an dernier. Les ratios de capital ce trimestre sont en baisse par rapport au ratio de capital de première catégorie de 9,6 % et au ratio de capital total de 13,1% enregistrés à la fin du dernier trimestre, malgré les niveaux élevés de capitaux autogénérés découlant de l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques, laquelle comprenait une tranche de 3 milliards de dollars liée à RBC Dexia IS, qui a eu une incidence défavorable de 15 points de base et de 20 points de base, respectivement, sur le ratio de capital de première catégorie et sur le ratio de capital total.

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Nous avons débuté l'exercice 2006 sur une note positive et dégagé un bénéfice record de 1,17 milliard de dollars au premier trimestre, soit un résultat en hausse de 20 % par rapport à l'an dernier. Par ailleurs, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,9 %.

Les revenus du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada se sont accrus de 10 % pour atteindre un montant record de 3,3 milliards de dollars. Nous avons réussi à augmenter les prêts aux particuliers et aux entreprises et les dépôts ainsi que les activités de gestion de patrimoine et d'assurance en améliorant l'efficacité de notre réseau de distribution, en accroissant le nombre d'employés ayant des contacts directs avec la clientèle, en simplifiant les processus touchant nos clients et en nous concentrant sur les produits, marchés et clients générant des rendements élevés. La croissance des charges a été de loin inférieure à celle des revenus, ce qui a donné lieu à une hausse de 12 % du bénéfice net.

Le bénéfice du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International lié aux activités poursuivies a progressé de 3 %, ou de 9 % en dollars américains, et les revenus se sont accrus de 5 %, ou de 10 % en dollars américains, comparativement à l'an dernier. Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a continué d'avoir une incidence défavorable sur la croissance du bénéfice et des revenus libellés en dollars canadiens. Nous avons enregistré une forte croissance des prêts et une hausse solide des dépôts libellés en dollars américains, et nous avons maintenu la qualité élevée du crédit.

Les diverses activités de RBC Marchés des Capitaux sont structurées et gérées de façon à mettre en place une banque offrant des services de gros traditionnels, tout en limitant la volatilité générale du bénéfice du secteur. RBC Marchés des Capitaux a constaté un bénéfice record de 330 millions de dollars ce trimestre, en hausse de 25 % comparativement à l'an dernier. Les revenus tirés des activités de négociation ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le premier trimestre de 2005, mais ce résultat demeure tout de même inférieur aux plafonds atteints l'an dernier, en raison en partie de la volatilité réduite des marchés et de l'aplatissement de la courbe de rendement. Les frais liés aux activités de montage ont diminué, en raison surtout de la baisse des activités liées aux fiducies de revenu au Canada. La hausse du bénéfice tient à maints facteurs, notamment l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition, l'augmentation du bénéfice des filiales situées dans des pays où les taux d'imposition sont moins élevés, l'amélioration de la qualité du crédit et les gains sur les placements privés découlant des plus importantes occasions qui se sont présentées. Il est également important de noter que le secteur a constaté un bénéfice record malgré les coûts engagés relativement à la cession des activités des *Services aux investisseurs institutionnels* à RBC Dexia IS, la nouvelle coentreprise, et malgré la non-consolidation du bénéfice sur une période de un mois tiré de cette coentreprise, laquelle tient au décalage de un mois dans la présentation des résultats.

Entre le 31 janvier 2005 et le 31 janvier 2006, le rendement total pour les actionnaires s'est chiffré à 45 %, résultat qui comprend une hausse de 41 % du cours de nos actions ordinaires.

	Objectifs de 2006	Rendement du premier trimestre de 2006
1. Croissance du bénéfice dilué par action	20 %+(1)	19 %
2. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 %+	23,9 %
3. Croissance des revenus	6 % – 8 %	4 %
4. Levier d'exploitation	> 3 % (2)	0 %
5. Qualité du portefeuille (3)	0,40 % – 0,50 %	0,20 %
6. Gestion du capital : ratio de capital de première catégorie	8 %+	9,5 %
7. Ratio de distribution	40 % – 50 %	35 %

(1) Objectif établi en fonction du bénéfice dilué par action total de 2005 de 5,13 \$.

(2) Le levier d'exploitation correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt. Notre objectif pour 2006 à ce chapitre a été établi en fonction des frais autres que d'intérêt de 2005, exclusion faite de la provision au titre du litige relatif à Enron de 591 millions de dollars constituée au quatrième trimestre de 2005.

(3) Correspond au ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations.

Nous croyons avoir établi des objectifs financiers audacieux pour 2006. Même si nous sommes d'avis qu'il est plus significatif d'évaluer le rendement de l'exercice dans son ensemble en fonction de ces objectifs, nous présentons nos résultats du premier trimestre comparativement aux objectifs pour l'exercice, comme nous l'avons fait dans le passé. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,9 %, soit un résultat supérieur à l'objectif de 20 %+ pour 2006. La qualité du portefeuille est demeurée élevée et elle a donné lieu à un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances de 0,20 %. Notre situation de capital demeure solide, le ratio de capital de première catégorie s'étant établi à 9,5 %, soit un résultat supérieur à notre objectif de 8 %+. Bien que le bénéfice net ait progressé de 20 %, le bénéfice dilué par action a augmenté de 19 % comparativement à l'objectif de croissance de 20 %+. Par ailleurs, les revenus se sont accrus de 4 % pour atteindre près de 5 milliards de dollars, mais le taux de croissance s'est avéré inférieur à l'objectif de 6 % à 8 %, résultat qui tient en partie au raffermissement du dollar canadien. Bien qu'ils aient atteint leur niveau le plus élevé au cours des quatre derniers trimestres, les revenus tirés des activités de négociation ont diminué par rapport aux revenus élevés constatés au premier trimestre de l'an dernier. Conjugués à la hausse des charges, ces facteurs ont fait en sorte que nous n'avons pas atteint l'objectif de plus de 3 % au titre du levier d'exploitation ce trimestre. L'augmentation des charges découle de la hausse des frais au titre de la rémunération variable, qui tient à la hausse des résultats enregistrés et aux ajustements définitifs apportés aux régimes de primes calculées annuellement, lesquels ont augmenté les charges du trimestre considéré, mais diminué les charges de l'exercice précédent. Nous avons également enregistré une hausse de la charge de rémunération à base d'actions en raison de l'appréciation du cours de nos actions ordinaires, des investissements accrus visant à étayer la croissance de nos activités (tels que les investissements dans l'infrastructure, dans l'accroissement du nombre d'employés ayant des contacts directs avec la clientèle et dans la publicité), et des coûts liés à la cession des activités des Services aux investisseurs institutionnels à RBC Dexia IS. Bien que le bénéfice se soit situé à un niveau élevé et que le dividende sur les actions ordinaires au cours des douze derniers mois ait augmenté de 16 % pour s'établir à 0,64 \$ au premier trimestre, nous n'avons pas atteint notre objectif au chapitre du ratio de distribution.

Progrès relatifs à nos objectifs stratégiques :

Au premier trimestre, nous avons continué de réaliser des progrès relativement à nos trois objectifs suivants :

1. Être reconnu comme le premier prestataire incontesté de services financiers au Canada.
2. Tirer parti de la solidité de nos activités bancaires, de nos services de gestion de patrimoine et de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.
3. Être reconnu comme un prestataire de choix de services financiers à l'échelle mondiale.

Au Canada, les actifs des fonds communs de placement ont atteint un montant record de 60 milliards de dollars, dont une tranche de 50 milliards est liée à l'actif à long terme. Afin que nous puissions continuer de fournir à nos clients une gamme complète de produits qui répondent à leurs besoins changeants, nous avons lancé le Fonds neutre en devises d'actions américaines RBC et le Fonds neutre en devises de sociétés américaines à moyenne capitalisation RBC. Ces fonds offrent aux investisseurs davantage de choix à l'étranger tout en réduisant leur exposition aux fluctuations des devises. RBC Assurances a poursuivi l'ouverture de bureaux situés près de nos succursales et ouvert deux bureaux au Québec et en Ontario, à la suite de l'ouverture réussie de deux bureaux en Ontario en 2005. Nous avons également lancé un nouveau régime flexible d'assurance maladies graves offert à titre de police d'assurance individuelle, qui améliore les options d'assurance. Ce régime est vendu par l'entremise de réseaux de distribution spécialisés. Au cours du trimestre, le magazine *Financial Post* a décerné à RBC Marchés des Capitaux le titre de preneur ferme de l'année, et le *Globe and Mail* l'a classé au premier rang en ce qui concerne les opérations sur le marché des titres à revenu fixe et les fusions et acquisitions. Nous nous sommes également classés au premier rang des courtiers en valeurs mobilières ayant procédé au placement d'obligations en dollars canadiens pour l'année civile 2005, et ce, tant à l'échelle nationale que mondiale.

Aux États-Unis, RBC Centura a lancé une gamme rationalisée de comptes de chèques pour particuliers et entreprises conjuguant des caractéristiques uniques, notamment des récompenses pour les achats effectués au moyen d'une carte de débit, l'assurance vol d'identité *ID TheftBlock*, et diverses autorisations de découvert liées aux lignes de crédit. RBC Dain Rauscher et RBC Marchés des Capitaux ont uni leurs efforts aux fins de la vente de 25 millions de dollars US (valeur nominale) de billets à capital protégé liés aux matières premières, par l'entremise de l'important réseau de distribution au détail de RBC Dain Rauscher. RBC Marchés des Capitaux s'est classé au premier rang des preneurs fermes d'obligations municipales de 10 millions de dollars US ou moins au cours de l'année civile 2005. Par suite de l'intégration de la division des titres à revenu fixe de RBC Dain Rauscher dans RBC Marchés des Capitaux – groupe Marchés de la dette aux États-Unis, nous avons regroupé nos activités de titres à revenu fixe sous une seule marque principale et nous nous sommes rapprochés de notre objectif visant à bâtir une banque de premier rang à l'échelle mondiale en matière de titres à revenu fixe.

Sur le plan international, le magazine *Euromoney* a classé en 2005 notre division Gestion Privée Globale au 18^e rang (soit en hausse de cinq places) des principales banques offrant des services de gestion privée ainsi que parmi les cinq principales banques offrant des services de gestion privée en Amérique du Nord, et il l'a nommée meilleure banque offrant des services de gestion privée au Grand Caïman. Grâce à l'acquisition récente d'Abacus, RBC s'est classée au premier et deuxième rangs au chapitre des meilleurs fournisseurs de services de fiducie internationaux au Royaume-Uni. *Bloomberg* a classé RBC Marchés des Capitaux au premier rang des banques ayant participé aux activités de fusion et d'acquisition du secteur minier à l'échelle mondiale; le secteur s'est aussi classé au premier rang des émetteurs d'obligations en Australie et au premier rang en ce qui concerne les placements en dollars australiens effectués à l'échelle internationale pour l'année civile 2005. Nous avons aussi poursuivi l'expansion de notre plateforme à l'échelle mondiale et mis sur pied une nouvelle équipe des opérations de trésorerie aux États-Unis, qui est située à New York, ainsi qu'une équipe des opérations liées aux métaux de base, qui est située à Londres, afin de renforcer davantage nos activités liées au secteur des métaux et au secteur minier.

Reconnaisances récentes

Nous sommes également très fiers que RBC ait été reconnue pour un certain nombre d'autres réalisations au cours du trimestre. Nous avons, pour une quatrième année de suite, été désignés comme la « Société la plus respectée au Canada » en 2005, dans le cadre d'un sondage mené par Ipsos Reid pour le compte de KPMG s.r.l., et nous nous sommes classés premier dans six catégories sur neuf mesurées dans le cadre du sondage, notamment les catégories suivantes : Meilleure valeur intrinsèque à long terme, Gouvernance d'entreprise, Gestion des ressources humaines et Responsabilité sociale. En janvier 2006, RBC a, pour une deuxième année de suite, été désignée comme la marque ayant la plus grande valeur au Canada, dans le cadre d'un sondage indépendant. Notre engagement envers les collectivités et les causes diverses, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle mondiale, demeure une priorité, et nous avons une fois de plus organisé la plus importante campagne de collecte de fonds par des employés du secteur privé dans le cadre de la campagne Centraide au Canada.

Nous avons récemment été nommés l'une des 100 premières entreprises championnes du développement durable lors du Forum économique mondial, et nous faisons partie du Dow Jones Sustainability Index de 2006. Cet indice reconnaît les chefs de file mondiaux en matière financière, sociale et environnementale. Nous continuons de chercher des moyens d'améliorer notre performance au chapitre de la responsabilité d'entreprise tout en générant de solides résultats financiers pour nos actionnaires.

Finalement, j'aimerais remercier les 14 millions de clients qui nous confient leurs affaires, et reconnaître les efforts que nos 70 000 employés déploient pour assurer l'atteinte de résultats solides pour RBC et pour améliorer notre réputation d'institution financière de premier rang.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion, qui porte sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer notre situation financière, nos perspectives futures et nos résultats d'exploitation, y compris notre situation de trésorerie et nos sources de financement, pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Afin d'acquiescer une compréhension approfondie des tendances, des événements, des incertitudes et de l'incidence des estimations comptables critiques sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière, le présent rapport de gestion doit être lu attentivement en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2005 aux actionnaires (rapport annuel 2005). Ce rapport de gestion est daté du 3 mars 2006, il se base sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et, sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2005, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse sec.gov.

À PROPOS DE RBC GROUPE FINANCIER

La Banque Royale du Canada (symbole du titre au télécopieur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de

gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Notre société compte environ 70 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 14 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, visitez notre site Web à l'adresse rbc.com.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario et de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2006 et à moyen terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la gestion des risques de crédit et de marché et du risque d'illiquidité et de financement; la solidité des économies canadienne et américaine et la solidité des économies des autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain et la livre sterling; l'incidence des modifications de la politique monétaire, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et

les valeurs mobilières) et leur exécution; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les procédures judiciaires; notre capacité d'obtenir des informations exactes et complètes de nos clients ou contreparties ou en leur nom; notre capacité de réaligner avec succès notre structure organisationnelle, nos ressources et nos processus; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services; les modifications apportées à nos estimations concernant les dotations aux provisions et les provisions; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; les catastrophes naturelles telles que les ouragans; l'incidence possible, sur nos activités, d'urgences en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs sont fournis aux rubriques « Gestion du risque » et « Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs » de notre rapport annuel 2005.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes et événements possibles. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET AUTRES FAITS SAILLANTS

	Pour le trimestre terminé le			Variation 31 janvier 2006 par rapport au	
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2005	31 janvier 2005
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)					
Activités poursuivies					
Total des revenus	4 978 \$	4 815 \$	4 773 \$	3 %	4 %
Frais autres que d'intérêt	2 769	3 329	2 654	(17)%	4 %
Dotations à la provision pour pertes sur créances	47	103	108	(54)%	(56)%
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	652	740	582	(12)%	12 %
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	40	2	n.s.	n.s.
Bénéfice net avant impôts	1 510	603	1 427	150 %	6 %
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 172	543	977	116 %	20 %
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	(1)	(21)	2	n.s.	n.s.
Bénéfice net	1 171 \$	522 \$	979 \$	124 %	20 %
Secteurs – bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies					
RBC Particuliers et entreprises – Canada	669 \$	504 \$	597 \$	33 %	12 %
RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International	101	135	98	(25)%	3 %
RBC Marchés des Capitaux	330	(60)	263	n.s.	25 %
Services de soutien généraux	72	(36)	19	n.s.	n.s.
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 172 \$	543 \$	977 \$	116 %	20 %
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – dilué	1,78 \$	0,79 \$	1,50 \$	125 %	19 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	23,9 %	10,6 %	21,9 %	1 330 p.b.	200 p.b.
Rendement du capital de risque (1)	37,9 %	17,3 %	34,6 %	2 060 p.b.	330 p.b.
Cours de clôture des actions ordinaires (à la fin du trimestre)	89,07 \$	83,33 \$	63,10 \$	7 %	41 %
Données financières sommaires liées aux activités poursuivies					
Bénéfice par action – dilué	1,78 \$	0,82 \$	1,50 \$	117 %	19 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	23,6 %	10,9 %	21,6 %	1 270 p.b.	200 p.b.
Rendement du capital de risque (1)	38,0 %	18,1 %	34,5 %	1 990 p.b.	350 p.b.
Levier d'exploitation (2)	0,0 %	(16,4)%	14,7 %	n.s.	n.s.
Marge nette d'intérêt (3)	1,46 %	1,49 %	1,59 %	(3)p.b.	(13)p.b.
Ratios de capital (4)					
Ratio du capital de première catégorie	9,5 %	9,6 %	9,2 %	(10)p.b.	30 p.b.
Ratio du capital total	12,8 %	13,1 %	12,7 %	(30)p.b.	10 p.b.
Principales données figurant au bilan					
Total de l'actif	487 874 \$	469 521 \$	424 029 \$	4 %	15 %
Valeurs mobilières	165 658	160 495	136 760	3 %	21 %
Prêts à la consommation	138 581	138 288	127 224	–	9 %
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	55 615	53 626	49 757	4 %	12 %
Dépôts	314 872	306 860	280 020	3 %	12 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	19 300 \$	19 350 \$	17 600 \$	–	10 %
Moyenne du capital de risque (1)	12 150 \$	11 800 \$	11 150 \$	3 %	9 %
Autres données financières sommaires					
Biens administrés – RBC (5)	476 300 \$	1 769 500 \$	1 674 000 \$	n.s.	n.s.
– RBC Dexia IS (6)	1 738 100	–	–	n.s.	n.s.
Biens sous gestion	111 200	105 700	98 500	5 %	13 %
Autres renseignements liés aux activités poursuivies					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	59 429	60 012	60 667	(583)	(1 238)
Nombre de succursales	1 421	1 419	1 411	2	10
Nombre de guichets automatiques	4 268	4 277	4 400	(9)	(132)
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période	0,865	0,850	0,827		
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US à la fin de la période	0,878	0,847	0,806		

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

(2) Correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée au moyen des soldes de fin de mois pour la période.

(4) Calculé en fonction des lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(5) Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités de nos Services aux institutions et aux investisseurs avec les activités de Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia) exploitées sous la dénomination Dexia Funds Services, en contrepartie d'une participation de 50 % dans la nouvelle coentreprise formée, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Par suite du transfert des Services aux institutions et aux investisseurs à RBC Dexia IS, nos biens administrés ont diminué de 1,4 billion de dollars.

(6) Ce montant représente le solde d'ouverture au 2 janvier 2006 des biens administrés de RBC Dexia IS, coentreprise dans laquelle RBC détient une participation de 50 %.

n.s. non significatif

RÉSUMÉ

Nous avons obtenu un bénéfice et des revenus records au premier trimestre de 2006, qui tiennent au maintien d'une conjoncture économique et d'un contexte commercial favorables, tant sur les marchés nationaux que sur les marchés internationaux, ainsi qu'aux mesures mises en œuvre il y a plus d'un an dans le cadre de l'initiative *Le client avant tout*. Nos résultats du premier trimestre sont également attribuables au règlement favorable d'une vérification fiscale visant des exercices précédents ainsi qu'au maintien de la qualité élevée du crédit, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par les charges additionnelles liées aux ouragans survenus.

Revue économique et revue des marchés

La conjoncture nord-américaine est demeurée solide au premier trimestre de 2006 et elle s'est caractérisée par des taux d'intérêt relativement faibles qui sont toutefois à la hausse, par la solidité des bilans des entreprises et des particuliers, par la confiance élevée des consommateurs, ainsi que par les niveaux d'emploi élevés. Le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et à d'autres devises s'est poursuivi au cours du trimestre.

Les dépenses de consommation élevées, les valeurs à la hausse des biens immobiliers et le maintien d'une conjoncture favorable ont donné

lieu à un accroissement de la demande visant les prêts à la consommation et les produits de financement connexes. Les prêts aux entreprises ont continué d'augmenter, en raison des investissements continus dans les stocks et de la productivité accrue de l'infrastructure.

Un grand nombre de fusions et d'acquisitions ont eu lieu sur les marchés financiers, et les entreprises qui effectuent des opérations de négociation en Amérique du Nord ont continué de composer avec des conditions de marché difficiles. De plus, les activités au sein du secteur des fiducies de revenu au Canada ont diminué ce trimestre, ce qui a entraîné une réduction des activités de montage de titres de participation au Canada. Les activités de montage de prêts sont demeurées élevées en ce qui concerne l'émission au Canada de titres d'emprunt ayant un contenu étranger, situation qui résulte de la suppression des restrictions liées au contenu étranger des produits de retraite enregistrés.

Rendement financier

Nous avons déclaré un bénéfice net record de 1 171 millions de dollars au premier trimestre terminé le 31 janvier 2006, en hausse de 192 millions ou 20 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,78 \$, en hausse de 0,28 \$ ou 19 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 23,9 %, comparativement à 21,9 % l'an dernier.

Le bénéfice net lié aux **activités poursuivies** s'est chiffré à 1 172 millions de dollars, en hausse de 195 millions ou 20 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,78 \$, en hausse de 0,28 \$ ou 19 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 23,6 %, par rapport à 21,6 % l'an dernier. L'augmentation reflète la croissance élevée des revenus dans la plupart des secteurs d'activité, la diminution de la charge d'impôts, ainsi que la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale. Ces résultats ont été neutralisés en partie par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable et de la charge de rémunération à base d'actions, ainsi que par la charge additionnelle de 61 millions de dollars (avant et après impôts) au titre des sinistres nets estimatifs liés à l'ouragan Wilma survenu à la fin d'octobre 2005.

Le total des revenus liés aux activités poursuivies a augmenté de 205 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités bancaires, de gestion de patrimoine et d'assurance. Cette croissance s'est produite malgré la réduction de 60 millions de dollars des revenus libellés en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien et des résultats à la baisse liés aux activités de négociation. De plus, nous n'avons pas comptabilisé de revenus relativement à notre nouvelle entreprise créée le 2 janvier 2006, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS), en raison du décalage de un mois dans la présentation des résultats.

Les frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies se sont accrus de 115 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier, en raison de l'accroissement de la charge au titre des ressources humaines. L'accroissement de cette charge est en grande partie imputable à l'augmentation de la charge au titre de la rémunération variable et de la rémunération à base d'actions, qui a été neutralisée en partie par la baisse des salaires, laquelle reflète la réduction de l'effectif. La charge au titre de la rémunération variable s'est accrue, traduisant les solides résultats enregistrés et les ajustements définitifs apportés à certains régimes de primes calculées annuellement, lesquels ont augmenté les charges du trimestre considéré, mais diminué les charges de l'exercice précédent. La charge au titre de la rémunération à base d'actions a augmenté en raison de l'appréciation importante du cours de nos actions ordinaires, ainsi que de la constatation accélérée de montants liés à des employés admissibles à la retraite. Le total des autres frais autres que d'intérêt est demeuré inchangé, car les économies résultant des mesures de gestion des coûts ont été affectées aux mesures visant l'infrastructure et l'expansion, notamment l'acquisition d'Abacus Financial Services Group Limited (Abacus) et la création de RBC Dexia IS.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux activités poursuivies a diminué de 61 millions de dollars ou 56 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution tient principalement à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale ce trimestre, qui découle du maintien de conditions de crédit favorables et de l'amélioration de la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 70 millions de dollars ou 12 % comparativement à l'an dernier. Cette hausse est en grande partie imputable aux provisions supplémentaires de 61 millions de dollars liées à l'ouragan Wilma.

Les impôts sur les bénéfices ont diminué par rapport à l'an dernier, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies. Ce résultat est principalement attribuable au règlement favorable d'une vérification fiscale, qui a donné lieu à la contrepassation d'impôts de

70 millions de dollars passés en charges dans les exercices précédents. La diminution des impôts sur les bénéfices reflète aussi la hausse du bénéfice déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles.

RBC Particuliers et entreprises – Canada. Le bénéfice net de ce secteur s'est chiffré à 669 millions de dollars, en hausse de 72 millions ou 12 % par rapport à l'an dernier. La hausse est en grande partie attribuable à l'accroissement des revenus découlant de la croissance élevée enregistrée dans tous les secteurs d'activité. La croissance des revenus a été contrebalancée en partie par l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable et de la charge de rémunération à base d'actions, par les provisions additionnelles liées aux ouragans, ainsi que par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances découlant de l'accroissement du nombre de prêts.

RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International. Le bénéfice net de ce secteur s'est établi à 101 millions de dollars, en hausse de 3 millions ou 3 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse s'est produite malgré la réduction de 4 millions de dollars constatée comparativement à l'an dernier, qui est imputable au raffermissement du dollar canadien qui a nuí au bénéfice libellé en dollars américains. Le bénéfice net libellé en dollars américains a augmenté de 7 millions de dollars US, ou 9 %, résultat qui reflète principalement la hausse de revenus et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui ont été contrebalancées en partie par l'augmentation des frais autres que d'intérêt.

RBC Marchés des Capitaux. Le bénéfice net de ce secteur s'est élevé à 330 millions de dollars, en hausse de 67 millions ou 25 %, en raison principalement de la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale, des recouvrements de pertes sur créances plus élevés reflétant les conditions de crédit favorables, ainsi que de la diminution du taux d'imposition effectif. Cette croissance a été enregistrée malgré les résultats solides constatés au premier trimestre de l'an dernier, malgré l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur le bénéfice libellé en devises et malgré le décalage de un mois dans la présentation du bénéfice de notre nouvelle coentreprise, RBC Dexia IS.

Services de soutien généraux. Le bénéfice net de ce secteur s'est chiffré à 72 millions de dollars, soit un résultat qui reflète principalement le règlement favorable d'une vérification fiscale ayant donné lieu à la contrepassation d'impôts d'un montant de 70 millions passés en charges dans des périodes précédentes.

Comparativement au quatrième trimestre de 2005, le bénéfice net a progressé de 649 millions de dollars ou 124 %, et le bénéfice dilué par action s'est accru de 0,99 \$ ou 125 %. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies a augmenté de 629 millions de dollars ou 116 %, et le bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies s'est accru de 0,96 \$ ou 117 %. Cette amélioration reflète principalement la constatation, au trimestre précédent, d'une charge de 591 millions de dollars (326 millions après impôts) relative au litige lié à Enron Corp. et de provisions de 203 millions (avant et après impôts) au titre des sinistres nets estimatifs liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma. Les autres facteurs ayant eu une incidence sur les résultats trimestriels incluent les résultats à la hausse liés aux activités de négociation qui reflètent l'amélioration de la conjoncture, l'accroissement des volumes d'activités d'assurance, et la contrepassation d'une tranche de 70 millions de dollars des impôts sur les bénéfices passés en charges précédemment, ainsi que la contrepassation d'une tranche de 50 millions (33 millions après impôts) de la provision générale.

La perte nette liée aux **activités abandonnées** s'est chiffrée à 1 million de dollars ce trimestre, et elle est principalement imputable aux charges liées à la réduction progressive des activités de RBC Mortgage Company. Nous avons constaté un bénéfice net de 2 millions de dollars l'an dernier et une perte nette de 21 millions au trimestre précédent, qui comprenait également des montants liés à l'exploitation de RBC Mortgage Company et à la vente de certains de ses actifs.

Activités aux États-Unis ⁽¹⁾

Le bénéfice net aux États-Unis lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 172 millions de dollars ce trimestre, en hausse de 90 millions ou 110 %

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Les opérations sont principalement constatées selon l'emplacement qui reflète le mieux le risque lié aux variations négatives de la conjoncture économique et les occasions de croissance liées aux variations positives de cette conjoncture. Cet emplacement correspond fréquemment à celui de l'entité juridique par l'entremise de laquelle les activités sont exercées et à celui du client. Les opérations sont comptabilisées dans la devise locale de référence et sont assujetties aux variations des taux de change en raison de la fluctuation du dollar canadien.

par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète principalement la baisse des impôts sur les bénéfices des filiales qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles. Cette hausse a été enregistrée malgré l'incidence négative du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice libellé en dollars américains. Le total des revenus est demeuré dans l'ensemble inchangé comparativement à l'an dernier, car la hausse des revenus tirés des activités de syndication de prêts a été neutralisée par la vente de Liberty Insurance Services Corporation (LIS) le 31 décembre 2004. La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué, en raison de l'augmentation des recouvrements de pertes sur créances liés aux prêts aux grandes entreprises par rapport à l'an dernier.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 310 millions de dollars comparativement au quatrième trimestre de 2005, résultat qui reflète en grande partie la provision de 591 millions de dollars (326 millions après impôts) relative au litige lié à Enron constatée au trimestre précédent.

Ratios de capital

Au 31 janvier 2006, le ratio de capital de première catégorie et le ratio de capital total s'élevaient à 9,5 % et à 12,8 %, respectivement. Ces ratios se comparent favorablement avec le ratio de capital de première catégorie de 9,2 % et avec le ratio de capital total de 12,7 % enregistrés l'an dernier. Les ratios de capital ce trimestre sont en baisse par rapport au ratio de capital de première catégorie de 9,6 % et au ratio de capital total de 13,1 % enregistrés à la fin du dernier trimestre, malgré les niveaux élevés de capitaux autogénérés découlant de l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques, laquelle comprenait une tranche de 3 milliards de dollars liée à RBC Dexia IS, qui a eu une incidence défavorable de 15 points de base et de 20 points de base, respectivement, sur le ratio de capital de première catégorie et sur le ratio de capital total.

Éléments particuliers

Le tableau suivant illustre les éléments particuliers qui sont compris dans nos résultats :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le (1)			
	31 janvier 2006		31 octobre 2005	
	Incidence avant impôts	Incidence après impôts	Incidence avant impôts	Incidence après impôts
Réduction de la charge d'impôts	s.o. \$	70 \$	– \$	– \$
Contrepassation de la provision générale – RBC Marchés des Capitaux	50	33	–	–
Montants liés au transfert des Services aux institutions et aux investisseurs à RBC Dexia IS	(16)	(19)	–	–
Charges liées aux ouragans	(61)	(61)	(203)	(203)
Provision au titre du litige relatif à Enron	–	–	(591)	(326)

(1) Aucun élément particulier n'a été relevé pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005.
s.o. sans objet

Éléments particuliers et autres événements clés

Premier trimestre de 2006

Réduction des impôts sur les bénéfices : Le règlement favorable d'une vérification fiscale concernant des exercices précédents a donné lieu à une réduction de 70 millions de dollars de la charge d'impôts.

Contrepassation d'une tranche de la provision générale : Au cours du trimestre, nous avons contrepassé une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale liée au portefeuille de prêts aux grandes entreprises de RBC Marchés des Capitaux. Ce résultat découle du maintien de conditions de crédit favorables et de l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Charges liées aux ouragans : Nous avons passé en charges des provisions supplémentaires de 61 millions de dollars (avant et après impôts) au titre des sinistres nets estimatifs liés à l'ouragan Wilma survenu à la fin d'octobre 2005.

Montants liés à la cession des Services aux investisseurs institutionnels à RBC Dexia IS : Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités de nos Services aux investisseurs institutionnels, qui faisaient auparavant partie de RBC Marchés des Capitaux, avec les activités de Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia) exploitées sous la dénomination Dexia Funds Services, en contrepartie d'une participation de 50 % dans RBC Dexia IS, la nouvelle coentreprise formée. Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé des charges nettes de 16 millions de dollars avant impôts au titre de cette cession (charges de 19 millions après impôts, qui comprennent la radiation d'impôts reportés).

Services aux investisseurs institutionnels et RBC Dexia IS (résultats pour une période de deux mois) : Relativement à l'opération avec RBC Dexia conclue le 2 janvier 2006, nous avons uniquement comptabilisé le bénéfice des Services aux investisseurs institutionnels pour une période de deux mois. Nous n'avons pas constaté notre quote-part proportionnelle

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats libellés en dollars américains. Le tableau ci-dessous illustre l'incidence de la conversion des résultats de la période considérée au taux de change de la période historique. Nous sommes d'avis que cela permet aux lecteurs d'évaluer les résultats sous-jacents sur une base davantage comparable.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour le trimestre terminé le	
	T1 2006 par rapport au	
	T4 2005	T1 2005
Total des revenus : (diminution) augmentation	(25)\$	(60)\$
Frais autres que d'intérêt : diminution (augmentation)	15	35
Bénéfice net lié aux activités poursuivies : (diminution) augmentation	(5)	(15)
Bénéfice net : (diminution) augmentation	(5)	(15)
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies	(0,01)\$	(0,02)\$
Bénéfice dilué par action	(0,01)\$	(0,02)\$

Le taux de change du dollar canadien s'est apprécié de 5 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, ce qui a donné lieu à une réduction de 15 millions de dollars du bénéfice net libellé en dollars américains et à une baisse de 0,02 \$ du bénéfice dilué par action ce trimestre.

Le taux de change moyen du dollar canadien s'est apprécié de 2 % comparativement au trimestre précédent, ce qui a occasionné une diminution de 5 millions de dollars du bénéfice net libellé en dollars américains et une baisse de 0,01 \$ du bénéfice dilué par action ce trimestre.

de 50 % du bénéfice de RBC Dexia IS dans les résultats du secteur RBC Marchés des Capitaux pour le mois de janvier 2006, car RBC Dexia présente ses résultats avec un décalage de un mois. Notre bilan consolidé au 31 janvier 2006 comprend uniquement notre quote-part proportionnelle du bilan d'ouverture au 2 janvier 2006 de RBC Dexia IS.

Abacus : Le 30 novembre 2005, nous avons conclu l'acquisition d'Abacus Financial Services Group Limited (Abacus), qui nous permettra d'élargir nos services de *gestion de patrimoine* au sein du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International. Cette acquisition s'est traduite par une hausse de 42 milliards de dollars US des biens administrés et par un apport de 2 millions de dollars US au bénéfice du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis ce trimestre.

Quatrième trimestre de 2005

Provision relative au litige avec Enron Corp. (Enron) : Nous avons constitué une provision de 591 millions de dollars (326 millions après impôts) au titre des questions liées à Enron, y compris une poursuite en recours collectif. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, se reporter à la rubrique « Résumé » de notre rapport annuel 2005.

Charges liées aux ouragans : Nous avons constitué des provisions nettes totales de 203 millions de dollars (avant et après impôts) au titre des sinistres nets liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma.

Perspectives pour 2006

L'économie canadienne devrait demeurer vigoureuse en 2006, l'augmentation prévue du PIB réel se chiffrant à 3,4 %, soit une hausse comparativement à 2,9 % pour 2005. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada porte le taux du financement à un jour à 4,5 % d'ici le second semestre de 2006, sous l'effet des pressions inflationnistes résultant de la croissance économique vigoureuse, de la forte utilisation

de la capacité de production et du marché du travail difficile. Nous prévoyons également que la valeur du dollar canadien s'établira entre 82 et 87 cents US.

La croissance de l'économie américaine devrait également demeurer soutenue en 2006, l'augmentation prévue du PIB réel se chiffrant à 3,2 %, soit une légère baisse comparativement à 3,5 % pour 2005. Les préoccupations à l'égard de l'inflation continueront d'exercer une pression à la hausse sur les taux d'intérêt américains, et le taux prescrit par la Réserve fédérale américaine devrait atteindre 5 %, soit une hausse de 75 points de base depuis la fin de 2005, comparativement à une hausse de 200 points de base au dernier exercice.

Nous prévoyons que les investissements des entreprises se raffermiront en 2006, alors que nous nous attendons à ce que les

dépenses de consommation ralentissent à mesure que les hausses de taux d'intérêt diminueront les activités sur le marché de l'habitation et la demande de véhicules motorisés. En ce qui a trait aux services bancaires de gros, la conjoncture économique pourrait réduire la demande de nouvelles émissions et favoriser le maintien de conditions de négociation difficiles. À l'opposé, les hausses de taux devraient augmenter la demande des consommateurs pour les produits d'épargne et de gestion de patrimoine. En outre, les niveaux de liquidités des entreprises continuellement élevés en raison des fortes marges bénéficiaires devraient restreindre les activités de prêt; cependant, ces liquidités pourraient être réaffectées aux activités d'investissement ou aux fusions et aux acquisitions, lesquelles, à l'heure actuelle, semblent être en voie d'être plus élevées qu'au dernier exercice.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

Le texte qui suit comporte une analyse de nos résultats d'exploitation déclarés liés aux activités poursuivies. Les facteurs qui se rapportent principalement à un secteur donné font l'objet d'une analyse détaillée dans la section portant sur les résultats des secteurs d'exploitation. Outre l'analyse des résultats du trimestre considéré et du trimestre comparable de l'an dernier, nous fournissons également une analyse par rapport au trimestre précédent. Se reporter à la rubrique « Résumé » pour une analyse sur nos activités abandonnées.

Total des revenus

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des produits et services clés :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Intérêts créditeurs	5 060 \$	4 626 \$	3 955 \$
Intérêts débiteurs	3 296	2 869	2 261
Revenu net d'intérêt	1 764 \$	1 757 \$	1 694 \$
Services de placements (1)	885 \$	899 \$	798 \$
Activités d'assurance (2)	858	798	773
Services bancaires (3)	591	624	563
Activités de négociation	458	308	461
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	219	233	276
Autres (4)	203	196	208
Revenus autres que d'intérêt	3 214 \$	3 058 \$	3 079 \$
Total des revenus	4 978 \$	4 815 \$	4 773 \$

(1) Comprend les commissions de courtage, commissions de gestion de placements et revenus tirés de fonds communs de placement.

(2) Comprend les primes d'assurance, revenu de placement et honoraires.

(3) Comprend les frais bancaires, revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, frais de gestion des cartes et commissions de crédit.

(4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, gains/pertes à la vente de titres et revenus tirés de la titrisation.

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Le total des revenus a augmenté de 205 millions de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des volumes d'activités bancaires, de gestion de patrimoine et d'assurance. Cette croissance s'est produite malgré la réduction de 60 millions de dollars des revenus libellés en dollars américains découlant du raffermissement du dollar canadien et des résultats à la baisse liés aux activités de négociation. De plus, nous n'avons pas comptabilisé de revenus relativement à notre nouvelle coentreprise, RBC Dexia IS, en raison du décalage de un mois dans la présentation des résultats.

Le *revenu net d'intérêt* a progressé de 70 millions de dollars ou 4 %, en raison principalement de l'accroissement des volumes de prêts et de dépôts au Canada et aux États-Unis, ainsi que de l'amélioration des écarts liés aux cartes de crédit, aux dépôts, aux prêts aux grandes entreprises et aux produits de placement. Les niveaux de dividendes plus élevés au cours du trimestre ont également contribué à l'augmentation, mais ils ont entraîné une réduction correspondante de la valeur des titres détenus, ce qui a abaissé les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les autres revenus. Les frais de financement plus élevés découlant des volumes à la hausse et les taux sur nos positions de financement liées aux activités de négociation de titres de participation ont neutralisé en partie les facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrues de 87 millions de dollars ou 11 %, résultat qui reflète principalement des ventes nettes élevées et l'appréciation du capital de nos fonds communs de placement ainsi que la hausse des commissions liées à nos activités de gestion des placements. L'accroissement tient également aux volumes plus élevés d'opérations et à l'augmentation des actifs des clients des services de courtage traditionnel.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont progressé de 85 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient aux volumes accrus de toutes les gammes de produits et à la hausse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle, ce qui a entraîné une hausse correspondante des indemnités liées aux polices d'assurance. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés de nos activités aux États-Unis, car les résultats l'an dernier comprenaient les revenus pour une période de deux mois de Liberty Insurance Services Corporation (LIS), société qui a été vendue le 31 décembre 2004.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont augmenté de 28 millions de dollars ou 5 %. Ce résultat reflète principalement l'augmentation des frais bancaires et la hausse des revenus de change, qui tiennent en partie à la hausse des volumes d'opérations.

Les revenus tirés des *activités de négociation* sont demeurés dans l'ensemble inchangés par rapport à l'an dernier.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont diminué de 57 millions de dollars ou 21 %, résultat qui tient principalement à la baisse des activités de montage de titres de participation et de prêts, qui a été neutralisée en partie par l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition.

Les *autres* revenus ont reculé de 5 millions de dollars ou 2 %. Ce résultat reflète principalement les gains nets de 48 millions de dollars à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires et le gain à la vente de LIS comptabilisés au premier trimestre de 2005. Ces éléments ont été neutralisés en grande partie par l'augmentation des gains à la valeur de marché sur les dérivés et les titres détenus afin de couvrir la valeur économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher, ainsi que par les gains plus élevés sur les placements privés de titres de participation comptabilisés ce trimestre.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Les revenus se sont accrus de 163 millions de dollars ou 3 %, en raison principalement des résultats supérieurs tirés des activités de négociation, lesquels résultent de l'amélioration de la conjoncture et de la hausse des revenus liés aux activités d'assurance.

Le *revenu net d'intérêt* est demeuré dans l'ensemble inchangé par rapport au trimestre précédent. L'accroissement des volumes de prêts aux particuliers et aux entreprises et de dépôts a été neutralisé par l'amointrissement des écarts, lequel reflète les pressions concurrentielles sur les prix des biens immobiliers ainsi que la diminution des revenus tirés des pénalités d'intérêt liées au remboursement anticipé des prêts hypothécaires.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont progressé de 60 millions de dollars ou 8 %, résultat qui tient principalement aux volumes accrus de la plupart des gammes de produits et à la hausse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont diminué de 33 millions de dollars ou 5 %. Ce résultat est principalement imputable à la diminution des opérations de change et à la baisse des volumes d'opérations, facteurs qui ont été contrebalancés en partie par la hausse des commissions de crédit par rapport au trimestre précédent.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont augmenté de 150 millions de dollars ou 49 %, en raison principalement de l'accroissement des activités de négociation de titres de participation reflétant l'amélioration des conditions du marché par rapport au trimestre précédent.

Frais autres que d'intérêt

Le tableau suivant illustre les principales composantes des frais autres que d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Salaires	782 \$	782 \$	806 \$
Rémunération variable	662	580	580
Rémunération à base d'actions	86	27	28
Avantages sociaux et rémunération au titre de la conservation du personnel	281	257	284
Ressources humaines	1 811 \$	1 646 \$	1 698 \$
Matériel	231	245	228
Frais d'occupation	182	190	180
Communications	146	174	151
Services professionnels et autres services externes	210	243	186
Autres charges	175	832	192
Amortissement des actifs incorporels	14	(1)	19
Frais autres que d'intérêt	2 769 \$	3 329 \$	2 654 \$

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Les frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies se sont accrus de 115 millions de dollars ou 4 % par rapport à l'an dernier, en raison de l'accroissement de la charge au titre des ressources humaines. L'accroissement de cette charge est en grande partie imputable à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable et de la rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des salaires, laquelle reflète la réduction de l'effectif. La charge au titre de la rémunération variable s'est accrue, traduisant les solides résultats enregistrés et les ajustements définitifs apportés à certains régimes de primes calculées annuellement, lesquels ont augmenté les charges du trimestre considéré, mais diminué les charges de l'exercice précédent. La charge au titre de la rémunération à base d'actions a augmenté en raison de l'appréciation importante du cours de nos actions ordinaires, ainsi que de la constatation accélérée de montants liés à des employés admissibles à la retraite. Le total des autres frais autres que d'intérêt est demeuré inchangé, car les économies résultant des mesures de gestion des coûts ont été affectées aux mesures visant l'infrastructure

et l'expansion, notamment l'acquisition d'Abacus Financial Services Group Limited (Abacus) et la création de RBC Dexia IS.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 560 millions de dollars ou 17 % comparativement au trimestre précédent. Ce résultat est en grande partie attribuable à la provision de 591 millions de dollars relative au litige lié à Enron comptabilisée au trimestre précédent. Nous avons également enregistré des réductions liées à diverses autres charges, notamment en ce qui concerne les frais de marketing et de publicité et les frais liés aux locaux, ainsi que les taux relatifs aux contrats d'approvisionnement visant certains éléments tels que les licences et les services. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable et de la rémunération à base d'actions découlant de l'amélioration du rendement financier, par la hausse des avantages résultant de facteurs cycliques, ainsi que par la variation des taux d'intérêt utilisés pour calculer les obligations.

Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Prêts à la consommation	121 \$	121 \$	102 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(19)	(24)	(49)
Dotation aux provisions spécifiques	102 \$	97 \$	53 \$
Dotation aux provisions générales	(55)	6	55
Dotation à la provision pour pertes sur créances	47 \$	103 \$	108 \$

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 61 millions de dollars ou 56 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution tient principalement à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale ce trimestre, qui découle du maintien de conditions de crédit favorables et de l'amélioration de la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

La provision spécifique pour pertes sur créances liée aux prêts à la consommation s'est accrue de 19 millions de dollars ou 19 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement la hausse des provisions au titre du portefeuille de prêts aux particuliers découlant de la croissance du portefeuille.

Le recouvrement de pertes sur créances de 19 millions de dollars au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements comptabilisé ce

trimestre reflète les recouvrements liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, qui ont été contrebalancés en partie par les provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux petites entreprises. L'an dernier, nous avons comptabilisé un recouvrement de pertes sur créances de 49 millions de dollars, qui découlait principalement de la dotation d'une tranche de 52 millions des provisions spécifiques à la provision générale. Cette dotation tenait à l'harmonisation, à l'échelle de l'organisation, du traitement comptable des pertes sur créances.

La réduction de 55 millions de dollars de la dotation à la provision générale ce trimestre reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale de RBC Marchés des Capitaux en raison du maintien des conditions de crédit favorables et de l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises. La tranche résiduelle de 5 millions de dollars de la réduction de la dotation à la provision générale a été contrebalancée par une augmentation des provisions spécifiques, ce qui traduit les fluctuations trimestrielles des montants répartis entre les provisions spécifiques et la provision générale, selon les exigences imposées par les organismes de réglementation pertinents. Ces montants ont été constatés au titre du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et n'ont eu aucune incidence sur le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances ou les résultats de ce secteur. L'an dernier, nous

avons constaté une dotation à la provision de 55 millions de dollars, laquelle reflétait le transfert d'une tranche des provisions spécifiques à la provision générale dont il est fait mention précédemment.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 56 millions de dollars ou 54 % comparativement au trimestre précédent. Cette diminution reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale ce trimestre.

Les provisions spécifiques au titre des prêts à la consommation sont comparables à celles du trimestre précédent, car la hausse des provisions au titre des prêts aux particuliers a été contrebalancée par l'incidence favorable de l'accroissement des activités de titrisation de soldes de cartes de crédit.

Le recouvrement de pertes sur créances liées au portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements de 19 millions de dollars constaté ce trimestre reflète principalement les recouvrements liés aux prêts aux grandes entreprises, lesquels ont été contrebalancés en partie par la provision au titre des prêts aux petites entreprises. Au trimestre précédent, nous avons comptabilisé un recouvrement de 24 millions de dollars, qui comprenait des recouvrements au titre des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et de prêts du secteur de l'agriculture.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
(en millions de dollars canadiens)			
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	652 \$	740 \$	582 \$
Sinistres et obligations liés aux indemnités d'assurance	7 150	7 117	6 728

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 70 millions de dollars ou 12 % comparativement à l'an dernier. Cette hausse est en grande partie imputable aux provisions supplémentaires de 61 millions de dollars au titre des sinistres nets estimatifs liés à l'ouragan Wilma survenu à la fin d'octobre 2005. Elle tient aussi à la croissance des activités et à la hausse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'amélioration de l'historique des sinistres et par la variation des ajustements au titre des réserves actuarielles nettes d'une période à l'autre.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 88 millions de dollars ou 12 % comparativement au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement la réduction de 142 millions de dollars des charges estimatives nettes liées aux ouragans découlant de la provision de 203 millions au titre des sinistres nets estimatifs liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma comptabilisée au quatrième trimestre de 2005, comparativement à la provision de 61 millions comptabilisée ce trimestre. La réduction a été neutralisée en partie par la hausse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle, et par la réduction des ajustements favorables au titre des réserves actuarielles nettes ce trimestre.

Impôts sur les bénéfices

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Bénéfice net tiré des activités poursuivies, avant impôts	1 510 \$	603 \$	1 427 \$
Charge d'impôts	332	90	443
Taux d'imposition effectif	22,0 %	14,9 %	31,0 %

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Les impôts sur les bénéfices ont diminué par rapport à l'an dernier, malgré la hausse du bénéfice avant impôts lié aux activités poursuivies. Ce résultat est principalement attribuable au règlement favorable d'une vérification fiscale, qui a donné lieu à la contrepassation d'impôts de 70 millions de dollars passés en charges dans les exercices précédents. La diminution des impôts sur les bénéfices reflète aussi la hausse du bénéfice déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Les impôts sur les bénéfices se sont accrus comparativement au trimestre précédent, ce qui a entraîné une augmentation de 7,1 % du taux d'imposition effectif. Ce résultat reflète principalement l'incidence fiscale positive de la provision relative au litige lié à Enron comptabilisée au trimestre précédent. Ces résultats ont été neutralisés en partie par l'économie d'impôts découlant du règlement favorable d'une vérification fiscale que nous avons comptabilisée ce trimestre.

Charges liées au réalignement de l'entreprise

	Charge pour le trimestre terminé le			Solde des charges au		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
(en millions de dollars canadiens)						
Charges liées aux employés	– \$	40 \$	2 \$	90 \$	118 \$	155 \$
Autres charges	–	–	–	–	–	11
Charges liées au réalignement de l'entreprise (activités poursuivies)	– \$	40 \$	2 \$	90 \$	118 \$	166 \$

Nous avons poursuivi la mise en œuvre des mesures de réduction des coûts liées au réalignement de l'entreprise annoncé le 1^{er} novembre 2004 et avons notamment mis en œuvre les mesures supplémentaires définies à l'exercice 2005, mais nous n'avons pas engagé de charges additionnelles au titre de ces activités ce trimestre. La charge de 2 millions de dollars constatée l'an dernier visait les services de remplacement d'employés licenciés, et la charge de 40 millions comptabilisée au trimestre précédent visait les paiements liés à d'anciens employés effectués au titre de la protection salariale.

Les charges liées au réalignement de l'entreprise ont diminué de 28 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des paiements liés à d'anciens employés effectués au titre de la protection salariale. Nous prévoyons mener à terme la plupart de nos activités de réalignement d'ici la fin de l'exercice 2006, mais certains paiements liés à la protection salariale se poursuivront par après. Se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires pour obtenir des renseignements supplémentaires.

ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DES TENDANCES

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières et la conjoncture générale.

Fluctuations saisonnières

Les facteurs saisonniers ont une incidence modérée sur nos résultats, car un grand nombre de ces facteurs se produisent au cours de trimestres successifs. Ainsi, le ralentissement des activités sur les marchés financiers qui survient en juillet et en août influe fréquemment sur les résultats liés à nos activités de courtage et de gestion de placements aux troisième et quatrième trimestres. Le seul autre facteur saisonnier important est la réduction, au deuxième trimestre, du revenu net d'intérêt, qui tient au fait que ce trimestre compte trois jours de moins que les autres trimestres.

Incidence de la conjoncture sur nos activités

La conjoncture positive qui a régné au cours des neuf derniers trimestres a eu une incidence favorable sur nos activités. Les faibles taux d'intérêt, qui sont toutefois à la hausse, les niveaux d'emploi élevés et l'accroissement des activités de même que des dépenses des entreprises et des dépenses de consommation ont donné lieu à la croissance des

prêts et des dépôts, ainsi que la forte demande visant nos produits de gestion de patrimoine. Ces facteurs ont soutenu les conditions de crédit favorables qui, conjuguées à nos activités de gestion du risque, se sont traduites par l'amélioration de la qualité du crédit de notre portefeuille au cours des neuf derniers trimestres. Les taux d'intérêt à long terme stables n'ont pas influé sur nos activités d'assurance, mais nous avons dû composer avec l'aplatissement de la courbe de rendement dans le cadre de nos activités de négociation. Le raffermissement relatif du dollar canadien au cours du trimestre a également diminué la valeur de conversion de notre bénéfice libellé en dollars américains, principalement en ce qui a trait aux activités bancaires de gros et aux États-Unis.

Par ailleurs, la concurrence s'est accrue au cours des neuf derniers trimestres, ce qui a entraîné la compression des marges des prêts aux particuliers et aux entreprises au Canada. La concurrence a notamment augmenté dans le domaine des services bancaires de gros, les banques d'investissement américaines ayant accru leur présence au Canada, par suite de la suppression des restrictions concernant le contenu étranger des produits de retraite enregistrés offerts au Canada.

Nos résultats pour les neuf plus récents trimestres s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2006	2005				2004			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des revenus	4 978 \$	4 815 \$	4 938 \$	4 689 \$	4 773 \$	4 570 \$	4 508 \$	4 442 \$	4 282 \$
Frais autres que d'intérêt	2 769	3 329	2 741	2 664	2 654	2 734	2 675	2 682	2 742
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	47	103	128	116	108	97	125	149	(25)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	652	740	681	622	582	589	575	508	452
Charges liées au réalignement de l'entreprise	–	40	1	2	2	177	–	–	–
Bénéfice net avant impôts	1 510	603	1 387	1 285	1 427	973	1 133	1 103	1 113
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 172	543	1 001	916	977	687	771	759	806
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	(1)	(21)	(22)	(9)	2	(173)	(28)	1	(20)
Bénéfice net	1 171 \$	522 \$	979 \$	907 \$	979 \$	514 \$	743 \$	760 \$	786 \$
Bénéfice par action – de base	1,81 \$	0,80 \$	1,51 \$	1,40 \$	1,52 \$	0,79 \$	1,14 \$	1,16 \$	1,20 \$
– dilué	1,78 \$	0,79 \$	1,48 \$	1,37 \$	1,50 \$	0,78 \$	1,12 \$	1,14 \$	1,18 \$
Bénéfice par action tiré des activités poursuivies – de base	1,81 \$	0,83 \$	1,54 \$	1,41 \$	1,52 \$	1,06 \$	1,18 \$	1,16 \$	1,23 \$
– dilué	1,78 \$	0,82 \$	1,51 \$	1,38 \$	1,50 \$	1,05 \$	1,16 \$	1,14 \$	1,21 \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies (1)									
RBC Particuliers et entreprises – Canada	669 \$	504 \$	679 \$	524 \$	597 \$	448 \$	523 \$	502 \$	570 \$
RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International	101	135	82	86	98	37	75	33	80
RBC Marchés des Capitaux	330	(60)	253	290	263	212	191	232	181
Services de soutien généraux	72	(36)	(13)	16	19	(10)	(18)	(8)	(25)
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 172	543	1 001	916	977	687	771	759	806
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période	0,865	0,850	0,810	0,811	0,827	0,792	0,745	0,747	0,765
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US à la fin de la période	0,878	0,847	0,817	0,795	0,806	0,821	0,752	0,729	0,755

(1) Au cours du trimestre, nous avons modifié nos méthodes d'établissement des prix de cession interne et avons reclassé les résultats de 2005 et de 2004 de nos secteurs. Ce changement n'a pas eu d'incidence sur nos résultats consolidés.

Analyse des tendances

Au cours des neuf derniers trimestres, nos résultats ont été touchés par divers éléments particuliers, notamment les charges liées aux ouragans, les questions liées à des litiges, la contrepassation d'une tranche de la provision générale, ainsi que les acquisitions et les cessions. Dans le cadre de l'initiative *Le client avant tout* mise en œuvre vers la fin de 2004, nous avons réaligné notre entreprise. Par conséquent, nous avons comptabilisé des charges liées au réalignement de l'entreprise au quatrième trimestre de 2004, ainsi qu'en 2005. Au cours de 2005, nous avons mis en œuvre diverses mesures en vertu de l'initiative *Le client avant tout*, visant la croissance des revenus et la réduction des charges. Le réalignement a donné lieu en 2004 à la radiation de l'écart d'acquisition de 130 millions de dollars lié à RBC Mortgage Company, société qui a subéquemment été classée à titre d'activités abandonnées, et nous avons vendu certains actifs de cette dernière.

De façon générale, les résultats du secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada se sont améliorés de façon constante. Les résultats du premier trimestre de 2004 tiennent à la contrepassation d'une tranche de la provision générale. Les revenus et les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance constatés au troisième trimestre de 2004 ont été touchés par l'acquisition des activités canadiennes de Provident Life and Accident Assurance Company (UnumProvident) conclue le 1^{er} mai 2004. Les faibles taux d'intérêt, qui sont à la hausse, ont donné lieu à l'accroissement des volumes de toutes les activités en 2005. La stabilité des conditions de crédit a eu une incidence favorable sur les résultats des neuf derniers trimestres. Cependant, pendant cette période, la préférence accordée par les clients aux produits donnant lieu à des marges moins élevées et les pressions concurrentielles sur les prix ont eu des répercussions défavorables sur les résultats.

Les résultats du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International ont subi l'incidence négative de la remontée du dollar canadien par rapport au dollar américain comparativement au dernier exercice. Ce tacteur a cependant été plus que neutralisé par la forte croissance économique enregistrée aux États-Unis, aux Antilles et dans d'autres secteurs géographiques où nous exerçons des activités.

Les diverses activités de RBC Marchés des Capitaux sont structurées et gérées de façon à limiter la volatilité du bénéfice du secteur; cependant, l'apport de ce secteur varie, principalement en raison de sa dépendance envers le niveau des activités sur les marchés financiers, lequel est essentiellement volatil. Le caractère extrêmement favorable des conditions du marché a eu une incidence positive sur les résultats du deuxième trimestre de 2004. Les résultats des premier et quatrième trimestres de 2004 se sont améliorés, en raison de la performance favorable en matière de crédit, notamment la contrepassation d'une tranche de la provision générale et les recouvrements plus élevés de pertes sur créances liées à des prêts, qui avaient été radiées précédemment. Les résultats du premier trimestre de 2004 se sont avérés positifs, malgré l'incidence défavorable des coûts de règlement liés au litige avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank (Rabobank) (déduction faite d'une réduction connexe des charges liées à la rémunération). En 2005, les conditions de marché favorables ayant débuté durant la seconde moitié du deuxième trimestre ont eu une incidence positive sur les résultats de l'exercice. La provision au titre du litige relatif à Enron, la volatilité réduite des marchés boursiers et l'aplatissement de la courbe de rendement ont eu des répercussions négatives sur les résultats du quatrième trimestre. Les résultats du premier trimestre de 2006 ont été partiellement touchés par l'entente de coentreprise conclue avec Dexia, en raison surtout du décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBC Dexia IS.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué en 2004, car nous avons bénéficié d'un cycle de crédit particulièrement favorable. Nous avons constaté un montant de dotation peu élevé aux premier et quatrième trimestres de 2004, en raison de la contrepassation d'une tranche importante de la provision cumulative générale. De plus, les recouvrements de pertes sur créances liées aux prêts aux grandes entreprises et aux prêts commerciaux et les taux favorables de pertes sur créances liées aux prêts à la consommation ont eu des répercussions positives sur les résultats de 2005. Le cycle de crédit est demeuré favorable tout au long de 2005.

Une analyse plus détaillée de nos résultats trimestriels est présentée dans notre rapport annuel 2005.

CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires, ainsi qu'à la note 1, à la page 88 du rapport annuel 2005. Certaines de ces conventions, ainsi que les estimations faites par la direction aux fins de l'application desdites conventions, constituent des conventions comptables critiques, car elles font en sorte que la direction est tenue d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines. Nos conventions comptables critiques et nos estimations touchent la provision pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, les opérations de titrisation et les entités à détenteurs de droits variables, les régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et les impôts sur les bénéfices. De plus amples détails à ce sujet sont fournis aux pages 36 à 38 de notre rapport annuel 2005.

Modifications des conventions comptables et des estimations

Au cours du trimestre, nous n'avons pas adopté de nouvelles conventions comptables importantes aux fins de la préparation de nos états financiers

selon les PCGR du Canada. Aux fins des PCGR des États-Unis, nous avons adopté le FASB Statement 123 (révisé en 2004), intitulé *Share-Based Payment* (FAS 123R), et les prises de position connexes (FSP) le 1^{er} novembre 2005. L'adoption de cette norme n'a pas eu une incidence importante sur nos résultats présentés selon les PCGR des États-Unis.

Modifications futures des conventions comptables et des estimations

En 2005, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié trois nouvelles normes comptables, intitulées *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, *Couvertures et Résultat étendu*. Ces normes fournissent des directives sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs financiers et des dérivés non financiers, ainsi que des directives sur le classement des instruments financiers et des normes sur la comptabilité de couverture.

Nous devons adopter ces normes avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2006 et nous évaluons actuellement leur incidence sur notre situation financière et sur nos résultats d'exploitation.

RÉSULTATS DES SECTEURS D'EXPLOITATION LIÉS AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

La présente rubrique donne un aperçu de la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation et de nos principales mesures financières (hors PCGR), et elle comprend une analyse des résultats financiers de nos secteurs d'exploitation.

Nous transférons périodiquement des activités ou des filiales d'un secteur d'exploitation à l'autre, afin d'assurer un alignement plus étroit sur notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques. Lorsque ces transferts sont considérés comme importants, les chiffres correspondants font l'objet d'un reclassement.

LA FAÇON DONT NOUS GÉRONOS NOS SECTEURS D'EXPLOITATION

Nos trois secteurs d'exploitation sont axés sur la prestation de services à divers clients, dans divers secteurs géographiques. Ces secteurs sont les suivants : le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada, qui gère les activités bancaires et les services de gestion de patrimoine au Canada ainsi que les activités d'assurance à l'échelle mondiale; le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International, qui comprend les services bancaires et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires aux Antilles et les services de gestion privée globale à l'échelle internationale; le secteur RBC Marchés des Capitaux, qui fournit une vaste gamme de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, aux gouvernements et aux clients institutionnels en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale.

Notre équipe des Services de soutien généraux appuie les secteurs d'exploitation et elle se compose de deux groupes : i) le groupe Technologie et exploitation mondiales, qui fournit l'infrastructure d'exploitation et technologique nécessaire pour assurer la prestation de produits et services aux clients; ii) le groupe Fonctions générales, qui gère efficacement nos employés, notre profil actif/passif, notre répartition du bénéfice, nos ratios de capital et notre situation fiscale, tout en maintenant notre profil de risque et nos liens avec les investisseurs, les agences de notation, les organismes de réglementation et autres parties concernées.

Les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent les revenus et les charges liés à la conduite de nos activités. Ces charges peuvent inclure des coûts engagés ou des services fournis par les groupes Technologie et exploitation mondiales et Fonctions générales, que ceux-ci exercent ou fournissent directement au nom des secteurs d'exploitation. En ce qui concerne les autres coûts qui ne sont pas directement

imputables à l'un de nos secteurs d'exploitation, nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'attribution des coûts indirects et des charges indirectes à nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'aux fins de l'attribution du capital et de l'établissement des prix de cession interne des fonds de nos secteurs d'exploitation, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante les coûts économiques et à les aligner sur les avantages et risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos trois secteurs d'exploitation sont présentées dans un quatrième secteur, le secteur Services de soutien généraux.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre du modèle d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital décrites en détail à la page 62 de notre rapport annuel 2005 comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement. Toute modification apportée à ces facteurs a une incidence directe sur les autres mesures telles que le rendement des capitaux propres des secteurs d'exploitation et le rendement du capital de risque.

Au cours du trimestre, nous avons modifié nos méthodes d'établissement des prix de cession interne et nous avons reclassé les résultats des secteurs d'exploitation pour 2005 et 2004, de manière à tenir compte des modifications apportées. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur les résultats consolidés.

Le processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de nos secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers.

PRINCIPALES MESURES FINANCIÈRES (HORS PCGR)

Mesures du rendement et mesures hors PCGR

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de différentes mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. La direction évalue également le rendement du secteur RBC Marchés des Capitaux en fonction des revenus majorés au montant imposable équivalent. Bien que le bénéfice net soit déterminé conformément aux PCGR, les autres mesures constituent des mesures hors PCGR et elles ne sont pas nécessairement comparables aux mesures présentées par d'autres sociétés. Une description détaillée de ces mesures est présentée aux pages 46 et 47 de notre rapport annuel 2005.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteurs, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs.

Nos calculs trimestriels consolidés du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur un bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période.

Les calculs trimestriels du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation sont fondés sur un bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est basée sur le capital de risque attribué et les montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels. Le total des capitaux propres attribués est réputé, selon la direction, être composé des montants nécessaires pour contrebalancer les risques inhérents aux activités (capital de risque) et des montants relatifs aux investissements passés (écart d'acquisition et actifs incorporels). Le total du capital de risque et de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels correspond aux capitaux propres attribués et est aussi désigné comme « capital économique ». La différence entre le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la moyenne des capitaux propres attribués est classée dans les capitaux propres non attribués du secteur Services de soutien généraux pour les besoins de l'information sectorielle.

Le calcul de notre rendement trimestriel du capital de risque est basé sur le bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le capital de risque attribué (qui exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués). La mesure du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque par secteurs est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources.

Rapprochement du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque

	Pour le trimestre terminé le					Pour le trimestre terminé le	
	31 janvier 2006					31 octobre 2005	31 janvier 2005
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)	RBC Particuliers et entreprises – Canada	RBC Particuliers et entreprises – É.-U. et International	RBC Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total (2)	Total (2)	Total (2)
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	669 \$	101 \$	330 \$	72 \$	1 172 \$	543 \$	977 \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées (2)	–	–	–	–	(1)	(21)	2
Bénéfice net	669 \$	101 \$	330 \$	72 \$	1 171 \$	522 \$	979 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées (3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(10)	(7)	(8)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	665 \$	100 \$	328 \$	69 \$	1 161 \$	515 \$	971 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	8 750 \$	3 000 \$	4 300 \$	3 250 \$	19 300 \$	19 350 \$	17 600 \$
Moins : Capitaux propres non attribués aux actionnaires ordinaires	–	–	–	2 700	2 700	2 900	1 500
Moins : Écart d'acquisition et actifs incorporels	2 400	1 150	900	–	4 450	4 650	4 950
Moyenne du capital de risque (4)	6 350 \$	1 850 \$	3 400 \$	550 \$	12 150 \$	11 800 \$	11 150 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30,0 %	13,1 %	30,2 %	8,7 %	23,9 %	10,6 %	21,9 %
Rendement du capital de risque	41,5 %	21,2 %	38,1 %	n.s.	37,9 %	17,3 %	34,6 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires lié aux activités poursuivies					23,6 %	10,9 %	21,6 %
Rendement du capital de risque lié aux activités poursuivies					38,0 %	18,1 %	34,5 %

- (1) La moyenne du capital de risque, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels, la moyenne des capitaux propres attribués et la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document ont été arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque présentés ci-dessus et dans l'ensemble du présent document sont établis en fonction des soldes réels non arrondis.
- (2) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque sectoriels sont calculés pour les activités poursuivies seulement. Le total (consolidé) du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et celui du rendement du capital de risque tiennent compte des activités poursuivies et des activités abandonnées.
- (3) Les dividendes sur actions privilégiées du quatrième trimestre de 2005 incluent un gain net au rachat des actions privilégiées.
- (4) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. De plus amples renseignements sont fournis à la section « Capital économique » de la rubrique « Gestion du capital ».
- n.s. non significatif

Majoration au montant imposable équivalent

Avec prise d'effet au troisième trimestre de 2005, le revenu net d'intérêt, les revenus et le bénéfice net avant impôts qui sont présentés dans le secteur RBC Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. Ces montants et ratios majorés au montant imposable équivalent constituent des mesures hors PCGR. La majoration au montant imposable équivalent permet de calculer le montant brut du revenu net d'intérêt lié aux dividendes imposables canadiens majoré au montant imposable équivalent. La direction estime que cette majoration accroît la comparabilité des revenus et des ratios connexes concernant les sources

imposables et celles qui présentent un avantage fiscal et qu'elle permet d'effectuer une comparaison plus significative avec les résultats des autres institutions financières. Il y a toutefois lieu de noter que les sources de revenu bénéficiant d'avantages fiscaux ne sont pas majorées de façon similaire par les autres institutions financières, ce qui limite l'utilité de cette comparaison.

Le tableau suivant présente un rapprochement du total des revenus, du revenu net d'intérêt et du résultat net avant impôts sur les bénéfices du secteur RBC Marchés des Capitaux majoré au montant imposable équivalent.

Rapprochement des revenus du secteur RBC Marchés des Capitaux

	Pour le trimestre terminé le					
	31 janvier 2006		31 octobre 2005 (1)		31 janvier 2005 (1)	
(en millions de dollars canadiens)	PCGR	Montant imposable équivalent	PCGR	Montant imposable équivalent	PCGR	Montant imposable équivalent
Revenu net d'intérêt	120 \$	120 \$	114 \$	114 \$	186 \$	186 \$
Majoration au montant imposable équivalent	–	37	–	33	–	24
Revenu net d'intérêt	120 \$	157 \$	114 \$	147 \$	186 \$	210 \$
Revenus autres que d'intérêt	851	851	789	789	884	884
Total des revenus	971 \$	1 008 \$	903 \$	936 \$	1 070 \$	1 094 \$
Bénéfice net (perte nette) avant impôts	374 \$	374 \$	(320) \$	(320) \$	372 \$	372 \$
Majoration au montant imposable équivalent	–	37	–	33	–	24
Bénéfice net (perte nette) avant impôts	374 \$	411 \$	(320) \$	(287) \$	372 \$	396 \$

- (1) Au cours du trimestre, nous avons modifié nos méthodes d'établissement des prix de cession interne et avons reclassé les résultats de 2005. Ce changement a eu une incidence sur les postes suivants : revenu net d'intérêt, revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent), total des revenus, total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), bénéfice net avant impôts et bénéfice net avant impôts (majoré au montant imposable équivalent).

RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – CANADA

Le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada regroupe les services bancaires ainsi que les services de gestion de trésorerie au Canada, de même que nos services d'assurances mondiaux. Ce secteur fournit des produits et services financiers à plus de 13 millions de particuliers et d'entreprises clientes au Canada, par l'intermédiaire de divers réseaux de distribution comprenant notamment des succursales, des guichets

automatiques, des services par téléphone et par Internet, et des services fournis par l'entremise d'une équipe de vente interne et de conseillers en placement, ainsi que par l'intermédiaire d'un vaste réseau de courtiers d'assurance indépendants. Le secteur se compose des services suivants : *Particuliers clients, Entreprises clientes et marchés commerciaux, Solutions cartes et paiements, Gestion de patrimoine et Assurance mondiale.*

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005 (1)	31 janvier 2005 (1)
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Revenu net d'intérêt	1 428 \$	1 410 \$	1 276 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 870	1 823	1 710
Total des revenus	3 298 \$	3 233 \$	2 986 \$
Frais autres que d'intérêt	1 502	1 511	1 415
Dotation à la provision pour pertes sur créances	142	138	103
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	652	740	582
Charges liées au réajustement de l'entreprise	–	6	–
Bénéfice net avant impôts (2)	1 002 \$	838 \$	886 \$
Bénéfice net	669 \$	504 \$	597 \$
Revenus par secteurs			
Particuliers clients	869 \$	889 \$	810 \$
Entreprises clientes et marchés commerciaux	526	514	486
Solutions cartes et paiements	404	410	351
Gestion de patrimoine	641	619	549
Assurance mondiale	858	801	790
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	30,0 %	22,8 %	29,1 %
Rendement du capital de risque (3)	41,5 %	31,7 %	43,0 %
Marge nette d'intérêt	3,19 %	3,21 %	3,14 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	177 600 \$	174 500 \$	161 400 \$
Prêts et acceptations	160 600	157 700	145 500
Prêts hypothécaires résidentiels	84 100	82 800	76 200
Prêts aux particuliers	33 900	33 300	29 400
Prêts sur cartes de crédit	9 500	9 100	8 500
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	33 100	32 500	31 400
Dépôts	142 700	140 300	138 000
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance (à la fin de la période)	7 150	7 117	6 728
Capitaux propres attribués (3)	8 750	8 700	8 100
Capital de risque (3)	6 350	6 250	5 500
Autres soldes			
Biens administrés	189 000 \$	174 100 \$	159 700 \$
Biens sous gestion	69 400	63 400	54 900

(1) Au cours du trimestre, nous avons modifié nos méthodes d'établissement des prix de cession interne et avons reclassé les résultats de 2005. Ce changement a eu une incidence sur les postes suivants : revenu net d'intérêt, revenus autres que d'intérêt, total des revenus, bénéfice net avant impôts, bénéfice net, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, rendement du capital de risque et marge nette d'intérêt.

(2) Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

(3) La moyenne des capitaux propres attribués et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Le bénéfice net a augmenté de 72 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient principalement à l'accroissement des revenus découlant de la croissance élevée enregistrée dans tous les secteurs d'activité. Ces résultats demeurent attribuables à la solidité de l'économie, laquelle reflète les taux d'intérêt relativement faibles, les niveaux d'emploi élevés, les valeurs à la hausse des biens immobiliers et la confiance accrue des consommateurs envers les marchés financiers.

Le total des revenus a progressé de 312 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance des volumes de tous les secteurs d'activité et des marges plus élevées.

Les revenus des *Particuliers clients* se sont accrues de 59 millions de dollars ou 7 %, résultat qui tient en grande partie à la croissance des volumes de tous les services bancaires aux particuliers, principalement le financement aux fins d'accession à la propriété et les marges de crédit non garanties. Les marges ont diminué comparativement à l'an dernier, car l'augmentation des marges sur les dépôts a uniquement contrebalancé en partie les pressions concurrentielles sur les prix des produits de

financement aux fins d'accession à la propriété et les marges moins élevées sur les prêts aux particuliers.

Les revenus des *Entreprises clientes et marchés commerciaux* ont augmenté de 40 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier, principalement en raison de la croissance des prêts et des dépôts et des marges plus élevées découlant des dépôts des entreprises et des placements.

Les revenus des *Solutions cartes et paiements* ont augmenté de 53 millions de dollars ou 15 %, résultat qui reflète principalement la croissance élevée des soldes de cartes et des volumes d'opérations ainsi que les marges plus élevées comparativement à l'an dernier.

Les revenus de la *Gestion de patrimoine* ont augmenté de 92 millions de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète principalement les ventes nettes élevées de fonds communs de placement au cours des 12 derniers mois, lesquelles se sont chiffrées à 5,9 milliards de dollars, l'appréciation du capital de nos fonds communs de placement, l'accroissement des volumes d'activité de courtage traditionnelle, ainsi que l'amélioration des marges sur les soldes des clients et les placements.

Les revenus de l'Assurance mondiale ont progressé de 68 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient aux volumes accrus de toutes les gammes de produits et à la hausse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle, ce qui a entraîné une hausse correspondante des indemnités liées aux polices d'assurance, comme il est mentionné précédemment. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés de nos activités aux États-Unis, car les résultats l'an dernier comprenaient les revenus pour une période de deux mois ainsi que le gain à la vente de LIS, laquelle a été conclue le 31 décembre 2004. Les revenus tirés des activités aux États-Unis ont diminué, en raison de l'incidence défavorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 87 millions de dollars ou 6 %, en raison principalement de l'augmentation de la charge au titre de la rémunération variable et de la rémunération à base d'actions. La charge au titre de la rémunération variable s'est accrue, traduisant les solides résultats enregistrés et les ajustements définitifs apportés à certains régimes de primes calculées annuellement, lesquels ont augmenté les charges du trimestre considéré, mais diminué les charges de l'exercice précédent. La charge au titre de la rémunération à base d'actions a augmenté en raison principalement de la constatation accélérée de montants liés à des employés admissibles à la retraite. L'augmentation reflète également l'expansion du personnel responsable des ventes et du service de notre réseau de distribution, ainsi que la hausse des coûts relatifs à l'infrastructure à l'appui de la croissance de nos activités, lesquels ont été en partie contrebalancés par une charge au titre des salaires moins élevée en raison de la vente de LIS au cours de l'exercice précédent et par l'incidence de nos mesures de compression des coûts.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 39 millions de dollars, en raison principalement de l'accroissement des provisions au titre des prêts aux particuliers et des prêts sur cartes de crédit, lesquelles correspondent à l'augmentation des volumes de prêts. La hausse des recouvrements au titre des prêts aux petites entreprises et des prêts commerciaux a eu une incidence favorable sur les résultats constatés l'an dernier.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont progressé de 70 millions de dollars ou 12 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation est en grande partie imputable aux provisions supplémentaires de 61 millions de dollars au titre des sinistres nets estimatifs liés à l'ouragan Wilma survenu à la fin d'octobre 2005. Elle tient aussi à la croissance des activités et à la hausse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'amélioration de l'historique des sinistres et par la variation des ajustements au titre des réserves actuarielles nettes d'une période à l'autre.

La moyenne de l'actif s'est accrue de 16 milliards de dollars ou 10 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de la croissance élevée des prêts, qui découle toujours des taux d'intérêt relativement

faibles, des solides bilans des entreprises et des particuliers, ainsi que des gains au chapitre de l'emploi. Les dépôts ont augmenté de 5 milliards de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie la hausse des dépôts des entreprises, laquelle tient aux niveaux records de liquidités des entreprises canadiennes.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Le bénéfice net a augmenté de 165 millions de dollars ou 33 % par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la réduction de 142 millions des charges nettes liées aux ouragans ce trimestre, comparativement au trimestre précédent. L'augmentation du bénéfice au cours du trimestre considéré est aussi attribuable à la croissance élevée des revenus de l'Assurance mondiale et de la Gestion de patrimoine.

Le total des revenus a progressé de 65 millions de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation découle principalement des revenus de l'Assurance mondiale, qui tiennent à l'augmentation du revenu de placement et à la croissance des activités, ainsi qu'à la hausse des revenus tirés des services tarifés de la Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des marges découlant des pressions concurrentielles sur les prix des produits de financement aux fins d'accession à la propriété, ainsi que par la diminution des revenus tirés des pénalités d'intérêt liées au remboursement anticipé des prêts hypothécaires.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 9 millions de dollars ou 1 %, en raison surtout de la diminution des frais de marketing et de publicité, lesquels sont habituellement plus élevés au quatrième trimestre. Ces éléments ont été contrebalancés en partie par la hausse des avantages sociaux, des frais au titre de la rémunération variable et de la charge de rémunération à base d'actions.

L'augmentation de 4 millions de dollars, ou 3 %, du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances tient principalement à l'augmentation des provisions, laquelle correspond à la croissance des prêts, ainsi qu'à la réduction des recouvrements par rapport au trimestre précédent.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 88 millions de dollars ou 12 % comparativement au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement la réduction de 142 millions de dollars des charges nettes liées aux ouragans découlant de la provision de 203 millions au titre des sinistres nets estimatifs liés aux ouragans Katrina, Rita et Wilma comptabilisée au quatrième trimestre de 2005, comparativement à la provision de 61 millions comptabilisée ce trimestre. La réduction a été neutralisée en partie par la hausse du revenu de placement sur les titres de participation garantissant les polices d'assurance vie universelle, et par la réduction des ajustements favorables au titre des réserves actuarielles nettes ce trimestre.

La moyenne de l'actif a progressé de 3 milliards de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de la croissance des prêts. Les dépôts se sont accrus de 2 milliards de dollars ou 2 % comparativement au trimestre précédent, résultat qui reflète la croissance continue des dépôts des entreprises.

RBC PARTICULIERS ET ENTREPRISES – ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAL (ACTIVITÉS POURSUIVIES)

Le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend les services bancaires et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires aux Antilles et les services de gestion privée globale à l'échelle internationale. Il se compose de la *Gestion de patrimoine*, qui comprend la Gestion Privée Globale et certaines activités de détail de RBC Dain Rauscher, et des *Services bancaires*, qui comprennent nos activités bancaires aux États-Unis et dans les Antilles.

Le 30 novembre 2005, nous avons conclu l'acquisition d'Abacus, qui nous permettra d'élargir nos services de *Gestion de patrimoine*. Cette acquisition s'est traduite par une hausse de 42 milliards de dollars US des biens administrés et par un apport modeste au bénéfice ce trimestre.

Tous les montants présentés se rapportent uniquement aux activités poursuivies (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005 (1)	31 janvier 2005 (1)
Revenu net d'intérêt	279 \$	277 \$	268 \$
Revenus autres que d'intérêt	459	431	432
Total des revenus	738 \$	708 \$	700 \$
Frais autres que d'intérêt	594	536	546
Dotation à la provision pour pertes sur créances	10	4	14
Charges liées au réaligement de l'entreprise (contrepassation)	-	(2)	-
Bénéfice net avant impôts (2)	134 \$	170 \$	140 \$
Bénéfice net	101 \$	135 \$	98 \$
Revenus par secteurs			
Gestion de patrimoine	469 \$	429 \$	418 \$
Services bancaires	269	279	282
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	13,1 %	17,2 %	11,9 %
Rendement du capital de risque (3)	21,2 %	28,4 %	20,0 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	36 900 \$	37 300 \$	36 000 \$
Prêts et acceptations	20 600	20 500	19 500
Dépôts	31 900	31 900	32 100
Capitaux propres attribués (3)	3 000	3 100	3 250
Capital de risque (3)	1 850	1 850	1 900
Autres soldes			
Biens administrés	287 300	234 300	248 600
Biens sous gestion	41 800	42 300	43 600

Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains (en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	
	T1 2006 par rapport au	
	T4 2005	T1 2005
Total des revenus : (diminution) augmentation	(11)\$	(27)\$
Gestion de patrimoine : (diminution) augmentation	(7)	(17)
Services bancaires : (diminution) augmentation	(4)	(10)
Frais autres que d'intérêt : diminution (augmentation)	9	22
Bénéfice net : (diminution) augmentation	(2)	(4)

- (1) Au cours du trimestre, nous avons modifié nos méthodes d'établissement des prix de cession interne et avons reclassé les résultats de 2005. Ce changement a eu une incidence sur les postes suivants : revenu net d'intérêt, total des revenus, bénéfice net avant impôts, bénéfice net, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque.
- (2) Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.
- (3) La moyenne des capitaux propres attribués et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Le bénéfice net s'est accru de 3 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, malgré la réduction de 4 millions enregistrée comparativement à la période précédente, qui découle du raffermissement du dollar canadien qui a nuí au bénéfice libellé en dollars américains. Le bénéfice net libellé en dollars américains a augmenté de 7 millions de dollars US ou 9 %, résultat qui reflète la hausse des revenus et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs qui ont été neutralisés en partie par l'augmentation des frais autres que d'intérêt. La solide performance économique aux États-Unis et à l'échelle internationale, laquelle a soutenu la croissance des prêts, des dépôts et des biens administrés, a contribué aux résultats.

Les revenus ont progressé de 38 millions de dollars ou 5 % comparativement à l'an dernier. Les revenus libellés en dollars américains se sont accrus de 60 millions de dollars US ou 10 %.

Les revenus de la *Gestion de patrimoine* ont augmenté de 51 millions de dollars ou 12 %. Libellés en dollars américains, ils se sont accrus de 60 millions de dollars US ou 17 %, résultat qui reflète les gains à la valeur de marché sur les dérivés et les titres détenus afin de couvrir la valeur économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher (contrebalancés par la hausse de la charge de rémunération à base d'actions au titre de ce régime dont il est fait mention ci-dessous, dans le paragraphe portant sur les frais autres que d'intérêt). La croissance des revenus tient également à la hausse des commissions de gestion de placement et de services de garde découlant de l'acquisition d'Abacus et de la croissance des actifs liés aux services tarifés de RBC Dain Rauscher.

Les revenus des *Services bancaires* ont diminué de 5 %. Les revenus des *Services bancaires* libellés en dollars américains sont demeurés dans l'ensemble inchangés, car la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des prêts et des dépôts de RBC Centura a été contrebalancée en partie par la diminution des commissions de prise ferme tirées des activités de syndication de crédit d'impôt à l'habitation. Les revenus ont également été touchés de façon défavorable par la perte de valeur de 5 millions de dollars US d'un placement de RBC Centura, laquelle a été neutralisée par un crédit d'impôt connexe du même montant et n'a donc eu aucune incidence sur le bénéfice net.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 48 millions de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier. Les frais autres que d'intérêt libellés en dollars américains se sont accrus de 61 millions de dollars US ou 13 %, résultat qui reflète l'augmentation de la charge de rémunération à base d'actions en vertu du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher, l'acquisition d'Abacus, ainsi que la hausse des frais au titre de la rémunération variable.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 4 millions de dollars. Libellée en dollars américains, elle a reculé de 3 millions de dollars US, résultat qui reflète l'amélioration de la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Comparativement au quatrième trimestre de 2005, le bénéfice net a reculé de 34 millions de dollars ou 25 %, une tranche de 2 millions de cette diminution étant imputable au raffermissement du dollar canadien qui a nuí au bénéfice libellé en dollars américains. Le bénéfice net libellé en dollars américains a diminué de 26 millions de dollars ou 23 %, résultat qui reflète principalement l'incidence favorable, au trimestre précédent, de l'ajustement comptable de 13 millions de dollars US (avant et après impôts) lié à l'amortissement d'actifs incorporels relatif à des acquisitions précédentes, ainsi que certains ajustements fiscaux de 6 millions de dollars US.

Les revenus ont augmenté de 30 millions de dollars ou 4 % comparativement au trimestre précédent. Les revenus libellés en dollars américains ont progressé de 36 millions de dollars US ou 6 %, résultat qui reflète en grande partie les gains à la valeur de marché sur les dérivés et les titres détenus afin de couvrir la valeur économique du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher (contrebalancés par la hausse de la charge de rémunération à base d'actions au titre de ce régime dont il est fait mention ci-dessous, dans le paragraphe portant sur les frais autres que d'intérêt), l'acquisition d'Abacus et la hausse des commissions de courtage en valeurs mobilières. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la perte de valeur de 5 millions de dollars US d'un placement de RBC Centura dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que par la diminution des commissions de prise ferme tirées des activités de syndication de crédit d'impôt à l'habitation.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 58 millions de dollars ou 11 % comparativement au trimestre précédent. Les frais autres que d'intérêt libellés en dollars américains ont augmenté de 59 millions de dollars US ou 13 %, résultat qui reflète principalement la hausse de la charge de rémunération à base d'actions au titre du régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher, l'ajustement favorable de l'amortissement d'actifs incorporels comptabilisé au trimestre précédent, ainsi que l'acquisition d'Abacus.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 10 millions de dollars, en hausse de 6 millions par rapport au trimestre précédent. Libellée en dollars américains, elle s'est élevée à 9 millions de dollars US, résultat qui continue de refléter la qualité élevée du crédit du portefeuille de prêts.

RBC MARCHÉS DES CAPITAUX

Le secteur RBC Marchés des Capitaux fournit une vaste gamme de services bancaires à la grande entreprise et de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, aux gouvernements et aux clients institutionnels en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale. Ce secteur se compose des *Marchés mondiaux*, des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers*, des *Services aux institutions et aux investisseurs* et des *Autres services*.

Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités de nos *Services aux institutions et aux investisseurs* avec les activités de Dexia Funds Services, en contrepartie d'une participation de 50 % dans la coentreprise RBC Dexia IS. Étant donné que cette dernière présente ses résultats en fonction de l'année civile, nous n'avons comptabilisé aucun bénéfice relatif à RBC Dexia IS ce trimestre. Notre bilan consolidé reflète toutefois les soldes d'ouverture de la coentreprise.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006 (1)	31 octobre 2005 (2)	31 janvier 2005 (2)
Revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) (3)	157 \$	147 \$	210 \$
Revenus autres que d'intérêt	851	789	884
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) (3)	1 008 \$	936 \$	1 094 \$
Frais autres que d'intérêt	682	1 247	700
Recouvrement de pertes sur créances	(85)	(25)	(2)
Charges liées au réaligement de l'entreprise	—	1	—
Bénéfice net (perte nette) avant impôts (majoré au montant imposable équivalent) (3), (4)	411 \$	(287) \$	396 \$
Bénéfice net (perte nette)	330 \$	(60) \$	263 \$
Revenus (majorés au montant imposable équivalent) (3) par secteurs d'exploitation			
Marchés mondiaux	569 \$	469 \$	643 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers	274	243	252
Services aux institutions et aux investisseurs	84	128	115
Autres	81	96	84
Principaux ratios			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (5)	30,2 %	(5,9) %	24,8 %
Rendement du capital de risque (5)	38,1 %	(7,7) %	32,4 %
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	252 700 \$	243 500 \$	215 600 \$
Capitaux propres attribués (5)	4 300	4 150	4 200
Capital de risque (5)	3 400	3 200	3 200
Autres soldes			
Biens administrés – RBC (6)	— \$	1 361 100 \$	1 265 700 \$
– RBC Dexia IS (7)	1 738 100	—	—

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	
	T4 2005	T1 2005
Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains sur certains éléments		
Total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) : (diminution) augmentation	(9) \$	(22) \$
Marchés mondiaux	(6)	(15)
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers	(2)	(6)
Services aux institutions et aux investisseurs	(0)	(1)
Autres	(1)	(0)
Frais autres que d'intérêt : diminution (augmentation)	5	12
Bénéfice net : (diminution) augmentation	(4)	(10)

- Les revenus présentés relativement aux *Services aux institutions et aux investisseurs*, de même que les revenus autres que d'intérêt, les frais autres que d'intérêt, le bénéfice net avant impôts (majoré au montant imposable équivalent), le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation reflètent uniquement les résultats pour la période de deux mois allant du 1^{er} novembre 2005 au 2 janvier 2006, car nous avons fusionné les activités des *Services aux institutions et aux investisseurs* avec les activités des services aux investisseurs institutionnels de Dexia le 2 janvier 2006 et créé RBC Dexia IS, une nouvelle coentreprise. Étant donné que cette dernière présente ses résultats selon le trimestre civil, il existe un décalage de un mois dans la présentation de son bénéfice. Par conséquent, nous n'avons comptabilisé aucun résultat pour RBC Dexia IS au trimestre terminé le 31 janvier 2006. Compte tenu de la similarité de ces activités, la direction présentera, dans les trimestres ultérieurs, les revenus de nos anciennes activités de *Services aux institutions et aux investisseurs* et notre participation proportionnelle de 50 % dans RBC Dexia IS dans un même poste, à des fins de comparaison. Les chiffres correspondants des périodes précédentes représenteront uniquement les résultats des *Services aux institutions et aux investisseurs*.
- Au cours du trimestre, nous avons modifié nos méthodes d'établissement des prix de cession interne et avons reclassé les résultats de 2005. Ce changement a eu une incidence sur les postes suivants : revenu net d'intérêt, revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent), total des revenus, total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), bénéfice net avant impôts, bénéfice net, rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque.
- Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent), le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) et le bénéfice net avant impôts (majoré au montant imposable équivalent) constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.
- Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.
- La moyenne des capitaux propres attribués et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation constituent des mesures financières hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) » pour une analyse plus détaillée.
- Par suite de la création de RBC Dexia IS, la totalité de nos biens administrés ont été transférés à RBC Dexia IS. Les biens administrés que RBC a cédés à RBC Dexia IS le 2 janvier 2006 se chiffrent à 1,4 billion de dollars.
- Ce montant représente le solde d'ouverture au 2 janvier 2006 des biens administrés de RBC Dexia IS, une coentreprise dans laquelle RBC détient une participation de 50 %.

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Le bénéfice net s'est accru de 67 millions de dollars ou 25 % par rapport à l'an dernier, même si les résultats ce trimestre incluaient le bénéfice des *Services aux institutions et aux investisseurs* pour une période de deux mois uniquement. La croissance du bénéfice net tient en partie à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale, ainsi qu'aux recouvrements plus élevés de pertes sur créances qui reflètent les conditions de crédit favorables et au faible taux d'imposition effectif. Bien que les revenus (majorés au montant imposable équivalent) aient atteint leur niveau le plus élevé au cours des quatre derniers trimestres, ils ont reculé de 8 % comparativement aux revenus élevés constatés au premier trimestre de l'an dernier, en raison de la réduction

des revenus tirés des activités de négociation et de la diminution des activités de montage. Cette baisse a été neutralisée en partie par la hausse des revenus tirés des activités de fusion et d'acquisition. Le recul des revenus tirés des activités de négociation est imputable en partie à la volatilité réduite des marchés, à la hausse des taux d'intérêt et à l'aplatissement de la courbe de rendement, et la diminution des activités liées aux fiducies de revenu au Canada s'est traduite par une réduction des émissions de titres de participation. La valeur de conversion à la baisse du bénéfice libellé en dollars américains et en livres sterling, qui tient au raffermissement relatif du dollar canadien, a également contribué au recul du bénéfice net.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a diminué de 86 millions de dollars ou 8 % comparativement à l'an dernier,

résultat qui reflète principalement les résultats à la baisse liés à nos activités de négociation, la diminution des activités de montage de titres de participation, ainsi que la constatation, pour une période de seulement deux mois, des revenus liés aux Services aux institutions et aux investisseurs. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des commissions de courtage et des gains sur les placements privés de titres de participation, ainsi que par la hausse des revenus tirés des activités de fusion et d'acquisition, ces activités au Canada ayant atteint leur niveau le plus élevé depuis plusieurs années. Le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) a reculé, en raison principalement de l'accroissement des volumes et de la hausse des taux relatifs aux positions de financement liées à certaines activités de négociation de titres de participation, ainsi que de la compression des marges liées à nos portefeuilles de prêts, qui a été neutralisée en partie par le niveau plus élevé de dividendes. Les revenus autres que d'intérêt ont diminué, résultat qui est en grande partie imputable à la baisse des revenus tirés des Services aux institutions et aux investisseurs, aux conditions moins favorables liées aux activités de négociation, ainsi qu'au recul des revenus tirés des activités de montage de titres de participation. La diminution des revenus autres que d'intérêt a été neutralisée en partie par les gains plus élevés sur les placements privés de titres de participation ainsi que par l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition.

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont subi une baisse de 74 millions de dollars ou 12 %, qui tient principalement à la diminution des revenus tirés des activités de négociation, laquelle reflète les conditions moins favorables liées aux activités de négociation ainsi que la réduction des activités de montage de prêts aux États-Unis et en Europe. Cette baisse des revenus a été neutralisée en partie par la hausse des gains sur les placements privés de titres de participation.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* ont augmenté de 22 millions de dollars ou 9 %, en raison principalement des revenus élevés tirés des activités de fusion et d'acquisition, ces activités au Canada ayant atteint leur niveau le plus élevé depuis plusieurs années. Les activités de syndication de prêts aux États-Unis ont également augmenté, tout comme les revenus tirés des commissions.

Les revenus des *Services aux institutions et aux investisseurs* ont reculé de 31 millions de dollars ou 27 %, en raison principalement de la constatation, ce trimestre, des revenus pour une période de deux mois uniquement, qui tient aux raisons dont il est fait mention précédemment. Les revenus des *Services aux institutions et aux investisseurs* sont habituellement stables d'un mois à l'autre.

Les *Autres* revenus enregistrés ce trimestre sont comparables à ceux constatés au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 18 millions de dollars ou 3 % ce trimestre. Ce résultat tient en partie à la constatation des charges des Services aux institutions et aux investisseurs pour une période de deux mois uniquement, ainsi qu'à la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant de la baisse des revenus. Ce recul a été neutralisé en partie par les charges au titre des opérations liées à la cession des Services aux institutions et aux investisseurs à RBC Dexia IS, ainsi que par la hausse des honoraires.

Le recouvrement de pertes sur créances de 85 millions de dollars comptabilisé ce trimestre reflète en grande partie la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale découlant d'un

environnement de crédit qui demeure favorable et de la qualité améliorée du crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises, ainsi que les recouvrements supplémentaires de 35 millions, dont une tranche de 25 millions a trait à des prêts liés à Enron qui ont été radiés précédemment. Le recouvrement constaté l'an dernier s'est élevé à 2 millions de dollars.

Les impôts sur les bénéfices ont reculé de 47 millions de dollars, en raison principalement de la hausse du bénéfice des filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles.

La moyenne de l'actif a augmenté de 37 milliards de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des titres de négociation, lequel est lié à la croissance découlant de certaines stratégies au chapitre de la négociation des titres de participation ainsi que de l'augmentation des titres de crédit d'entreprises.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Le bénéfice net s'est chiffré à 330 millions de dollars ce trimestre, comparativement à une perte de 60 millions au trimestre précédent, qui comprenait la provision de 326 millions après impôts au titre du litige relatif à Enron.

Le total des revenus (majoré au montant imposable équivalent) a augmenté de 72 millions de dollars ou 8 %, résultat qui reflète principalement la hausse des revenus liés à tous nos produits de négociation, notamment ceux concernant la négociation de titres de participation, les conditions du marché s'étant améliorées par rapport au trimestre précédent. Les revenus élevés tirés des activités de fusion et d'acquisition et la hausse des gains sur les placements privés de titres de participation ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des Services aux institutions et aux investisseurs, car les résultats comprenaient les revenus pour une période de deux mois uniquement, en raison des facteurs dont il est fait mention précédemment. Par ailleurs, nous avons comptabilisé un gain à la cession des réclamations contre les biens en faillite d'Enron au trimestre précédent. Le revenu net d'intérêt (majoré au montant imposable équivalent) a augmenté, en raison surtout de l'accroissement du niveau des dividendes ce trimestre. Les revenus autres que d'intérêt ont progressé, résultat qui tient principalement à l'amélioration des résultats liés aux activités de négociation.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 565 millions de dollars, en raison principalement de la provision de 591 millions au titre du litige relatif à Enron constatée au trimestre précédent et de la somme de 29 millions constatée relativement au règlement de la poursuite « MegaClaims », qui ont été contrebalancées en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement amélioré des activités et par l'augmentation des honoraires ce trimestre.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 85 millions de dollars, comparativement à 25 millions au trimestre précédent. Le recouvrement constaté ce trimestre reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale ainsi que les recouvrements plus élevés.

La moyenne de l'actif a progressé de 9 milliards de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de l'accroissement des actifs de négociation lié à l'augmentation de certaines activités de négociation de titres de participation.

SERVICES DE SOUTIEN GÉNÉRAUX

Les Services de soutien généraux regroupent nos ressources en matière d'exploitation et de technologie de l'information, la trésorerie générale, les finances, les ressources humaines, la gestion du risque et d'autres fonctions générales, dont les coûts sont attribués aux secteurs d'exploitation.

Les résultats déclarés des Services de soutien généraux reflètent en grande partie les ajustements de consolidation et les activités mises en œuvre au profit de l'organisation, telles que les activités de titrisation, et ils ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation.

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005 (1)	31 janvier 2005 (1)
(en millions de dollars canadiens)			
Revenu net d'intérêt	(63)\$	(44)\$	(36)\$
Revenus autres que d'intérêt	34	15	53
Total des revenus	(29)\$	(29)\$	17 \$
Frais autres que d'intérêt	(9)	35	(7)
Recouvrement de pertes sur créances	(20)	(14)	(7)
Charges liées au réaligement de l'entreprise	-	35	2
Bénéfice net (perte nette) avant impôts	- \$	(85)\$	29 \$
Bénéfice net (perte nette)	72 \$	(36)\$	19 \$
Principales données figurant au bilan (soldes moyens)			
Total de l'actif	12 500 \$	12 900 \$	10 200 \$
Capitaux propres attribués (2)	3 250	3 400	2 050

(1) Au cours du trimestre, nous avons modifié nos méthodes d'établissement des prix de cession interne et avons reclassé les résultats de 2005. Ce changement a eu une incidence sur les postes suivants : revenu net d'intérêt, revenus autres que d'intérêt, total des revenus, bénéfice net avant impôts et bénéfice net.

(2) La moyenne des capitaux propres attribués constitue une mesure financière hors PCGR. Se reporter à la rubrique « Principales mesures financières hors PCGR » pour une analyse plus détaillée.

Étant donné la nature des activités présentées dans ce secteur, nous estimons qu'il n'est pas pertinent d'effectuer l'analyse des tendances d'une période par rapport à l'autre. Les paragraphes ci après traitent des éléments importants qui ont influé sur les résultats présentés dans chacune des périodes.

Premier trimestre de 2006 : Le bénéfice net s'est chiffré à 72 millions de dollars, résultat qui tient principalement au règlement favorable d'une vérification fiscale visant des exercices précédents, qui a donné lieu à une contrepassation de 70 millions de la charge d'impôts liée aux exercices précédents. Le bénéfice net avant impôts s'est établi à néant, car le bénéfice sur les capitaux propres non attribués et le recouvrement de pertes sur créances lié aux titrisations ont été contrebalancés par les pertes au titre

des activités de titrisation et par les activités mises en œuvre au profit de l'organisation, et ils ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation.

Premier trimestre de 2005 : Le bénéfice net s'est établi à 19 millions de dollars et il se compose principalement d'un gain net de 48 millions à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires de 1,3 milliard (découlant de la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement), et d'un gain de 13 millions à la cession de certains placements.

Quatrième trimestre de 2005 : La perte nette de 36 millions de dollars constatée reflète principalement les charges liées au réalignement de l'entreprise de 35 millions.

FAITS SAILLANTS DU BILAN

Principales données figurant au bilan (à la fin du trimestre) (en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2006 (1)	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 913 \$	5 237 \$	6 814 \$
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation	131 551 \$	125 760 \$	99 248 \$
Titres du compte de placement et de substitut de prêt	34 107	34 735	37 512
Total des valeurs mobilières	165 658 \$	160 495 \$	136 760 \$
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	47 564 \$	42 973 \$	36 932 \$
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	91 776	91 043	82 654
Prêts aux particuliers	41 337	41 045	37 753
Prêts sur cartes de crédit	5 468	6 200	6 817
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	55 615	53 626	49 757
Total des prêts	194 196 \$	191 914 \$	176 981 \$
Autres actifs	66 300	65 399	63 871
Total de l'actif	487 874	469 521	424 029
Dépôts	314 872	306 860	280 020
Autres passifs	141 087	131 003	115 041
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 865	1 944	125
Capitaux propres	20 235	19 847	18 953

(1) Ces soldes reflètent notre quote-part de 50 % des soldes d'ouverture de notre nouvelle coentreprise, RBC Dexia IS, au 2 janvier 2006.

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Le total de l'actif a progressé de 63,8 milliards de dollars ou 15 % comparativement à l'an dernier, résultat qui est en grande partie attribuable à l'augmentation des dépôts productifs d'intérêts à des banques, du total des valeurs mobilières, des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés, et du total des prêts.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques se sont accrus de 4,1 milliards de dollars, en raison principalement de la consolidation, ce trimestre, de notre quote-part proportionnelle de 50 % dans RBC Dexia IS.

Le total des valeurs mobilières a augmenté de 28,9 milliards de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient à la croissance de nos activités de négociation visant à profiter des occasions se présentant sur le marché.

Les biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 10,6 milliards de dollars ou 29 %, en raison principalement de nos efforts visant à profiter des occasions se présentant sur le marché.

Le total des prêts s'est accru de 17,2 milliards de dollars ou 10 % comparativement à l'an dernier, résultat qui découle de l'accroissement des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers et des prêts aux entreprises et aux gouvernements, lequel demeure attribuable aux taux d'intérêt relativement faibles ainsi qu'au niveau de confiance élevé des entreprises et des particuliers. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par la diminution des prêts sur cartes de crédit.

Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 9,1 milliards de dollars ou 11 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation découle des taux d'intérêt relativement faibles, des efforts continus au chapitre des activités de vente et de la solidité du marché de l'habitation. Cette augmentation s'est produite malgré la titrisation de 7,8 milliards de dollars au cours des 12 derniers mois, dont une tranche de 3,2 milliards a été titrisée ce trimestre.

Les prêts aux particuliers se sont accrus de 3,6 milliards de dollars ou 9 %, résultat qui reflète la croissance continue des marges de crédit garanties et non garanties découlant des taux d'intérêt relativement faibles, la forte demande visant les prêts à la consommation et les valeurs à la hausse des biens immobiliers.

Les soldes de cartes de crédit ont reculé de 1,3 milliard de dollars ou 20 %. Ce résultat reflète la titrisation de 2,4 milliards de dollars de soldes de cartes de crédit au cours des 12 derniers mois, dont une tranche de 1,2 milliard a été titrisée ce trimestre. Ces résultats ont été neutralisés en partie par la croissance sur douze mois des soldes de cartes de crédit découlant de l'utilisation élevée de cartes de crédit et de l'augmentation de la moyenne des soldes de cartes de crédit des clients.

Les prêts aux entreprises et aux gouvernements ont progressé de 5,9 milliards de dollars ou 12 %, résultat qui reflète les taux d'intérêt relativement faibles, la hausse des dépenses engagées par les entreprises à l'appui de l'augmentation des niveaux de stocks, ainsi que les activités de notre nouvelle coentreprise, RBC Dexia IS.

Les dépôts se sont accrus de 34,9 milliards de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance du volume des dépôts des entreprises, des gouvernements et des banques, qui reflète l'importance accordée au financement à l'appui de l'accroissement des activités de négociation de titres de participation.

Les autres passifs ont augmenté de 26,0 milliards de dollars ou 23 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des activités des entreprises liées aux conventions de rachat et aux titres vendus à découvert.

La part des actionnaires sans contrôle dans les filiales s'est établie à 1,9 milliard de dollars, comparativement à 0,1 milliard l'an dernier. Le résultat obtenu ce trimestre se compose principalement de notre participation dans des instruments de capital innovateurs de 1,2 milliard de dollars émis par RBC Fiducie de capital, ainsi que de notre participation minoritaire de 651 millions dans des entités à détenteurs de droits variables.

Les capitaux propres ont augmenté de 1,3 milliard de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier, en raison de la solide croissance du bénéfice, déduction faite des dividendes. Cette augmentation des capitaux propres a soutenu la croissance de nos activités et donné lieu à l'amélioration de nos ratios de capital.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Le total de l'actif s'est accru de 18,4 milliards de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation des dépôts productifs d'intérêts à des banques, du total des valeurs

mobilières, des biens achetés en vertu de convention de revente et titres empruntés, et du total des prêts.

Les *dépôts productifs d'intérêts à des banques* se sont accrus de 5,7 milliards de dollars, en raison de la consolidation, ce trimestre, de notre quote-part proportionnelle de 50 % de RBC Dexia IS.

Le *total des valeurs mobilières* a augmenté de 5,2 milliards de dollars ou 3 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement de nos activités de négociation visant à profiter des occasions se présentant sur le marché.

Les *biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés* ont progressé de 4,6 milliards de dollars ou 11 %, en raison principalement de nos efforts visant à profiter des occasions se présentant sur le marché.

Le *total des prêts* s'est accru de 2,3 milliards de dollars ou 1 % (déduction faites de la titrisation de 3,2 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels et de 1,2 milliard de dollars de soldes de cartes de crédit) par rapport au trimestre précédent, résultat qui découle de l'accroissement des prêts aux entreprises et aux gouvernements, des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux particuliers, lequel est attribuable aux taux d'intérêt relativement faibles ainsi qu'aux dépenses des entreprises et dépenses de consommation élevées.

Les *dépôts* se sont accrus de 8,0 milliards de dollars ou 3 %, en raison principalement de l'augmentation du volume des dépôts des banques à l'appui des nouvelles entreprises et de la croissance des activités.

Les *capitaux propres* ont progressé de 0,4 milliard de dollars ou 2 % comparativement au trimestre précédent, en raison de la croissance élevée du bénéfice, déduction faite des dividendes.

Données concernant les actions

	31 janvier 2006		31 octobre 2005		31 janvier 2005	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)						
Actions privilégiées de premier rang						
À dividende non cumulatif, série N (1)	12 000	300 \$	12 000	300 \$	12 000	300 \$
À dividende non cumulatif, série O (1)	6 000	150	6 000	150	6 000	150
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	—	—	—	—	4 000	132
À dividende non cumulatif, série S (1)	10 000	250	10 000	250	10 000	250
À dividende non cumulatif, série W (1)	12 000	300	12 000	300	12 000	300
		1 000 \$		1 000 \$		1 132 \$
Actions ordinaires en circulation	645 491	7 189 \$	646 751	7 170 \$	644 824	7 021 \$
Actions de trésorerie – privilégiées	(118)	(3)	(91)	(2)	—	—
Actions de trésorerie – ordinaires	(3 112)	(199)	(3 526)	(216)	(5 094)	(312)
Options sur actions						
Octroyées	18 148		18 241		22 249	
Pouvant être levées	15 429		14 432		18 315	

(1) Au 31 janvier 2006, le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des actions privilégiées de premier rang de séries N et O s'élevait à environ 3 544 000 et 1 789 000, respectivement. Au 31 janvier 2006, les actions privilégiées de premier rang de séries S et W n'étaient pas encore convertibles.

Au 21 février 2006, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation se chiffrait à 644 438 000 et à 17 895 000, respectivement. Au 21 février 2006, le nombre des autres titres était

identique à celui présenté au 31 janvier 2006 dans le tableau ci-dessus. Se reporter aux notes 17 et 18 qui figurent à la page 112 de notre rapport annuel 2005.

GESTION DU CAPITAL

Nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer le besoin de maintenir de solides ratios de capital et le désir de conserver des cotes de crédit élevées ainsi que la volonté de fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Pour parvenir à cet équilibre, nous tenons compte des exigences des organismes de réglementation, des agences de notation, des déposants et des actionnaires, ainsi que de nos plans d'affaires futurs, de nos comparaisons avec les pairs et de notre position relative aux objectifs en matière de ratios de capital approuvés par le Conseil d'administration. Nous tenons également compte des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles, et des besoins de trésorerie. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, il y a lieu de se reporter aux pages 59 à 63 de notre rapport annuel 2005.

Capital réglementaire et ratios de capital

La suffisance du capital et les ratios de capital des banques canadiennes sont réglementés suivant les lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux.

Le tableau suivant illustre notre capital réglementaire et nos ratios de capital réglementaire.

	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
(en millions de dollars canadiens)			
Capital de première catégorie	19 391 \$	18 901 \$	17 264 \$
Capital total	26 103	25 813	23 794
Total de l'actif ajusté en fonction des risques (1)	204 247	197 004	187 330
Ratios de capital			
Ratio du capital de première catégorie	9,5 %	9,6 %	9,2 %
Ratio du capital total	12,8 %	13,1 %	12,7 %

(1) Calculé en fonction des lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF)

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Nous avons obtenu un ratio de capital de première catégorie et un ratio de capital total élevés, qui se sont établis à 9,5 % et à 12,8 %, respectivement. Ces ratios se comparent favorablement avec le ratio de capital de première catégorie de 9,2 % et avec le ratio de capital total de 12,7 % obtenus l'an dernier. L'amélioration découle en grande partie des niveaux élevés de capitaux autogénérés, de l'incidence nette de l'émission d'instruments de capital et de la gestion active du bilan, compte non tenu de la croissance élevée de l'actif ajusté en fonction des risques.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Ce trimestre, les ratios de capital ont diminué légèrement par rapport au ratio de capital de première catégorie de 9,6 % et au ratio de capital total de 13,1 % obtenus à la fin du trimestre précédent. Ces résultats tiennent principalement à la croissance de l'actif ajusté en fonction des risques,

compte non tenu des niveaux élevés de capitaux autogénérés au cours du trimestre. Par rapport au dernier trimestre, l'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 7 milliards de dollars, résultat qui comprend une tranche de 3 milliards liée à RBC Dexia IS, laquelle a eu une incidence défavorable de 15 points de base et de 20 points de base, respectivement, sur le ratio de capital de première catégorie et sur le ratio de capital total. L'augmentation découle également de la forte croissance au chapitre des prêts hypothécaires résidentiels et des autres prêts, de même que de la pondération accrue du risque relatif à nos actifs d'impôts reportés.

Principales activités de gestion du capital

	Pour le trimestre terminé le
(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2006
Dividendes	
Actions privilégiées	10 \$
Actions ordinaires	412
Ventes nettes d'actions de trésorerie – ordinaires	17
Rachat d'actions ordinaires – Offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(193)

Au cours du trimestre, nous avons acheté 2,2 millions d'actions pour 193 millions de dollars dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui prendra fin le 23 juin 2006. En vertu de cette offre, nous pouvons racheter un nombre maximal de 10 millions de nos actions ordinaires. Depuis le début de cette offre le 24 juin 2005, nous avons racheté 4,2 millions d'actions ordinaires.

Le 13 février 2006, nous avons remboursé la totalité de nos débetures subordonnées à 5,50 % impayées d'un capital de 125 millions de dollars échéant le 13 février 2011, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'au 13 février 2006.

Le 9 décembre 2005, nous annonçons notre intention de rembourser, le 26 avril 2006, la totalité de nos débetures subordonnées à 8,20 % d'un capital de 100 millions de dollars échéant le 26 avril 2011, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus jusqu'à la date du remboursement. Nous financerons le remboursement à même les fonds généraux de l'entreprise.

Le 22 décembre 2005, nous annonçons notre intention d'émettre, de temps à autre, des titres de créance prioritaire et des titres de créance subordonnée aux États-Unis, à hauteur de 6 milliards de dollars US, en vertu d'un prospectus préalable de base déposé aux États-Unis.

Capital économique

Le capital économique représente la quantification par la direction des risques liés à nos activités commerciales. Le capital économique est attribué à chaque secteur d'exploitation en fonction du risque inhérent aux activités commerciales. Il fournit directement des mesures de comparaison du rendement telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, pour lesquelles une analyse détaillée est présentée à la rubrique « Principales mesures financières (hors PCGR) ». De plus, le capital économique aide la haute direction à prendre des décisions en matière de planification stratégique et d'affectation des ressources, et il sert de point de référence aux fins de l'évaluation de notre goût du risque général en fonction de nos ressources financières, laquelle doit tenir compte de facteurs non liés au capital économique. Le capital économique constitue le capital requis pour demeurer solvable et poursuivre nos activités, et ce, même dans des conditions de marché extrêmes, compte tenu de

notre volonté de maintenir une cote de crédit AA. Il reflète l'optique des actionnaires et favorise l'optimisation du rendement pour les actionnaires exprimé en fonction du risque-rendement.

Le capital économique est une mesure hors PCGR. Son calcul et son attribution nécessitent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et de jugements. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, se reporter à la page 62 de notre rapport annuel 2005.

Capital économique

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Risque de crédit	5 500 \$	5 300 \$	4 950 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 400	2 350	2 000
Risque opérationnel	2 300	2 400	2 400
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	1 700	1 550	1 600
Risque d'assurance	250	200	200
Capital de risque	12 150 \$	11 800 \$	11 150 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	4 450	4 650	4 950
Capital attribué (capital économique)	16 600 \$	16 450 \$	16 100 \$
Capitaux propres non attribués (1)	2 700	2 900	1 500
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	19 300 \$	19 350 \$	17 600 \$

(1) Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en sus du capital économique sont présentés dans les Services de soutien généraux.

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Le capital économique attribué a augmenté de 500 millions de dollars par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse du risque de crédit et du risque de marché, contrebalancée en partie par la diminution du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. L'augmentation du risque de crédit et du risque de marché tient en grande partie à l'accroissement de notre exposition au crédit et à l'augmentation de nos activités commerciales, respectivement, alors que la diminution du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels s'explique essentiellement par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les soldes libellés en dollars américains et par la vente des actifs de RBC Mortgage Company.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005

Le capital économique attribué a augmenté de 150 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la hausse du risque de crédit, du risque lié aux immobilisations corporelles et du risque commercial, contrebalancée en partie par la diminution du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels et du risque opérationnel. L'augmentation du risque de crédit est principalement imputable à une augmentation des prélèvements de montants autorisés sur le crédit alors que l'accroissement du risque lié aux immobilisations corporelles et du risque commercial découle d'une augmentation de l'importance du risque lié aux immobilisations corporelles et d'une intensification des activités commerciales. L'écart d'acquisition et les actifs incorporels ont diminué, principalement en raison de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les soldes libellés en dollars américains, ainsi que de la vente des actifs de RBC Mortgage Company au cours du quatrième trimestre de 2005. Le risque opérationnel a diminué, en partie en raison de la modification de la pondération des facteurs de calcul.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan. Les opérations hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques et du capital, ainsi qu'aux fins de gestion du financement, soit pour notre propre compte, soit pour des clients. Ces opérations incluent des instruments financiers dérivés, les opérations avec des entités ad hoc et l'émission de garanties. Elles entraînent divers risques tels que les risques de marché et de crédit et le risque d'illiquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la section Gestion du risque. Une analyse de chacun de ces types d'arrangements, y compris leur nature, leur utilisation

commerciale, leur importance et leur incidence financière importante, est présentée aux pages 63 à 66 de notre rapport annuel 2005.

Au cours du premier trimestre de 2006, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels de 3,2 milliards de dollars et des prêts sur cartes de crédit de 1,2 milliard. Nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaire commercial. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires.

Un sommaire des principales garanties fournies à des tiers au 31 janvier 2006 est présenté à la note 10 des états financiers consolidés intermédiaires. Il n'existe aucune différence importante par rapport au trimestre précédent.

GESTION DU RISQUE

Des pratiques judicieuses en matière de gestion du risque sont essentielles à la réussite à long terme des institutions financières. Notre gestion du risque est une compétence essentielle étayée par une culture de gestion du risque bien établie ainsi que par un cadre de gestion du risque efficace. La gestion du risque permet de s'assurer que les risques pris s'alignent sur notre goût du risque et qu'ils sont évalués en fonction

du rapport risque-rendement. À cette fin, nous avons adopté une démarche de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise afin de cerner, d'évaluer, de contrôler et de signaler les risques importants avec lesquels nous devons composer. Pour une analyse plus détaillée, se reporter aux pages 66 à 79 de notre rapport annuel 2005.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie à remplir ses obligations de paiement. Il peut également être attribuable à la diminution de la valeur marchande causée par la détérioration de la situation financière d'une contrepartie. Une contrepartie peut être un émetteur, un débiteur, un emprunteur, un réassureur ou un garant.

Notre goût du risque ainsi que nos politiques et procédures rigoureuses guident la gestion quotidienne du risque de crédit. Afin d'atteindre nos objectifs, nous tenons à nous assurer que la volatilité des revenus et les risques liés au défaut de paiement par une grande entreprise se situent dans les limites de notre goût du risque approuvé par le

Conseil d'administration, et qu'ils ne compromettent pas notre position concurrentielle sur le marché.

Bien que le processus de gestion du risque soit centralisé pour ce qui est d'un point de vue stratégique, chaque secteur d'exploitation doit assumer ses risques et en être responsable. Ainsi, notre unité fonctionnelle d'évaluation du risque, qui fait partie de la Gestion des risques du Groupe, travaille en étroite collaboration avec les secteurs d'exploitation afin d'assurer l'alignement du goût du risque et des stratégies commerciales.

Pour de plus amples détails, se reporter aux pages 68 à 72 de notre rapport annuel 2005.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Le tableau suivant illustre notre rendement au chapitre de la qualité du crédit.

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Montant brut des prêts douteux			
Prêts à la consommation	354 \$	305 \$	292 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	446	469	761
Total du montant brut des prêts douteux	800 \$	774 \$	1 053 \$
Provision pour pertes sur créances			
Prêts à la consommation	117 \$	113 \$	116 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	168	169	308
Provision spécifique	285 \$	282 \$	424 \$
Provision générale	1 224	1 286	1 284
Total de la provision pour pertes sur créances	1 509 \$	1 568 \$	1 708 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances			
Prêts à la consommation	121 \$	121 \$	102 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(19)	(24)	(49)
Dotation aux provisions spécifiques	102 \$	97 \$	53 \$
Dotation aux provisions générales	(55)	6	55
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	47 \$	103 \$	108 \$
Principaux ratios de qualité du crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du montant brut des prêts et des acceptations	0,40 %	0,39 %	0,58 %
Provision pour pertes sur créances en pourcentage du montant brut des prêts douteux	189 %	202 %	162 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances spécifiques en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,20 %	0,20 %	0,12 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,21 %	0,37 %	0,27 %

Premier trimestre de 2006 par rapport au premier trimestre de 2005

Montant brut des prêts douteux

Le montant brut des prêts douteux a diminué de 253 millions de dollars ou 24 % par rapport à l'an dernier, en raison du maintien d'une conjoncture favorable et des importantes mesures de recouvrement liées aux prêts aux grandes entreprises et aux prêts commerciaux.

Le montant brut des prêts à la consommation classés comme des prêts douteux a augmenté de 62 millions de dollars ou 21 %, en raison surtout de la croissance continue du nombre de prêts.

Le montant brut des prêts aux entreprises et aux gouvernements classés comme des prêts douteux a diminué de 315 millions de dollars ou 41 %, en raison principalement du règlement favorable d'un certain nombre de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés mondiaux des Capitaux. Cette diminution a également contribué à la réduction des provisions de ce secteur.

Provision pour pertes sur créances

Les provisions spécifiques pour pertes sur créances ont diminué de 139 millions de dollars ou 33 %, en raison principalement de la réduction des provisions spécifiques liées au portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements, et les provisions spécifiques au titre des prêts à la consommation sont comparables à celles comptabilisées l'an dernier. La provision générale a diminué de 60 millions de dollars ou 5 %, résultat qui tient surtout à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision cumulative générale du secteur RBC Marchés des Capitaux ce trimestre, en raison du maintien des conditions de crédit favorables et de l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 61 millions de dollars ou 56 % par rapport à l'an dernier. Ce recul est en grande partie attribuable à la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision générale ce trimestre, en raison du maintien des conditions de crédit favorables et de l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

La provision spécifique pour pertes sur créances au titre des prêts à la consommation a augmenté de 19 millions de dollars ou 19 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement la hausse des provisions liées au portefeuille de prêts aux particuliers, laquelle découle de la croissance du portefeuille.

Le recouvrement de pertes sur créances de 19 millions de dollars au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements comptabilisé à la période considérée reflète les recouvrements liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, qui ont été contrebalancés en partie par les provisions au titre de nos portefeuilles de prêts aux petites entreprises. L'an dernier, nous avons comptabilisé un recouvrement de pertes sur créances de 49 millions de dollars, qui découlait principalement de la dotation d'une tranche de 52 millions des provisions spécifiques à la provision générale. Cette dotation tenait à l'harmonisation, à l'échelle de l'organisation, du traitement comptable des pertes sur créances.

La réduction de 55 millions de dollars de la dotation à la provision générale ce trimestre reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de la provision générale de RBC Marchés des Capitaux en raison du maintien des conditions de crédit favorables et de l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille de prêts aux grandes entreprises. La tranche résiduelle de 5 millions de dollars de la réduction de la dotation à la provision générale a été contrebalancée par une augmentation des provisions spécifiques, ce qui traduit les fluctuations trimestrielles des montants répartis entre les provisions spécifiques et la provision générale, selon les exigences imposées par les organismes de réglementation locaux. Ces montants ont été constatés au titre du secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International et n'ont eu aucune incidence sur le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances ou les résultats de ce secteur. L'an dernier, nous avons constaté une dotation à la provision de 55 millions de dollars, laquelle reflétait le transfert d'une tranche des provisions spécifiques à la provision générale dont il est fait mention précédemment.

Ratios de qualité du crédit

Le montant brut des prêts douteux, la provision pour pertes sur créances et le total des radiations nettes se sont améliorés par rapport à l'an dernier, en raison des facteurs dont il est fait mention ci-dessus. La provision spécifique pour pertes sur créances exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations s'est établie à 0,20 % ce trimestre, comparativement à 0,12 % l'an dernier. Ce résultat reflète le transfert d'une tranche de 52 millions de dollars des provisions spécifiques à la provision générale, comme il est décrit ci-dessus, ce qui a réduit de 0,11% le ratio de l'an dernier.

Premier trimestre de 2006 par rapport au quatrième trimestre de 2005*Montant brut des prêts douteux*

Le montant brut des prêts douteux a augmenté de 26 millions de dollars ou 3 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du niveau plus élevé de prêts à la consommation classés comme des prêts douteux, lequel a été neutralisé en partie par la diminution des prêts aux entreprises classés comme des prêts douteux.

Provision pour pertes sur créances

Les provisions spécifiques pour pertes sur créances sont demeurées relativement stables, et la provision générale a diminué de 62 millions de dollars ou 5 %, en raison principalement de la contrepassation, ce trimestre, d'une tranche de 50 millions de la provision générale de RBC Marchés des Capitaux, dont il est fait mention précédemment.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 56 millions de dollars ou 54 % comparativement au trimestre précédent. Cette diminution reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 50 millions de dollars de la provision cumulative générale ce trimestre.

Les provisions spécifiques au titre des prêts à la consommation sont comparables à celles du trimestre précédent, car la hausse des provisions au titre des prêts aux particuliers a été contrebalancée par l'incidence favorable de l'accroissement des activités de titrisation de soldes de cartes de crédit.

Le recouvrement de pertes sur créances liées au portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements de 19 millions de dollars constaté ce trimestre reflète principalement les recouvrements liés aux prêts aux grandes entreprises, lesquels ont été contrebalancés en partie par la provision au titre des prêts aux petites entreprises. Au trimestre précédent, nous avons comptabilisé un recouvrement de 24 millions de dollars, qui comprenait des recouvrements au titre des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et de prêts du secteur de l'agriculture.

Ratios de qualité du crédit

Le montant brut des prêts douteux et le ratio de la provision pour pertes sur créances ont diminué légèrement par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète l'augmentation des prêts à la consommation considérés comme des prêts douteux et la contrepassation d'une tranche de la provision générale, laquelle découle de l'amélioration continue de la qualité du crédit. La provision spécifique pour pertes sur créances exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations s'est établie à 0,20 % ce trimestre, soit un résultat identique à celui constaté au trimestre précédent. Le total des radiations nettes exprimé en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations a diminué pour se chiffrer à 0,21 % ce trimestre, résultat qui reflète principalement le nombre moins élevé de radiations liées aux portefeuilles de prêts aux entreprises et aux grandes entreprises, ainsi que les recouvrements plus élevés au titre des prêts aux grandes entreprises.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition de notre portefeuille de négociation. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif et du passif entraînent un risque de marché. Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux activités sur les marchés boursiers, les marchés du change, les marchés des marchandises, les marchés des taux d'intérêt et les marchés du crédit. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, se reporter aux pages 73 à 75 de notre rapport annuel 2005.

Activités de négociation

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options. Nous participons également à des opérations concernant des

produits dérivés structurés. Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des actions, des marchandises et du crédit. Notre groupe des opérations sur titres joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque de marché pour notre propre compte en respectant les autorisations accordées par le Conseil d'administration. Le portefeuille de négociation se compose de positions détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteurs et vendeurs ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage. Pour obtenir des renseignements supplémentaires, se reporter aux pages 73 à 75 de notre rapport annuel 2005. Ces politiques, processus et méthodes n'ont pas changé de façon importante comparativement à ceux qui sont énoncés dans notre rapport annuel 2005.

VAR globale par catégorie de risque important

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le			
	Au	31 janvier 2006			Au	31 octobre 2005			Au	31 janvier 2005		
		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas
Actions	7 \$	11 \$	8 \$	5 \$	7 \$	10 \$	7 \$	5 \$	5 \$	7 \$	5 \$	4 \$
Change	1	4	2	1	1	4	2	1	2	5	2	1
Marchandises	1	2	1	1	1	2	1	—	—	—	—	—
Taux d'intérêt (1)	16	20	12	9	12	12	10	7	12	12	8	6
Risque spécifique lié à la dette (2)	3	4	2	2	2	3	1	1	2	2	1	1
VAR globale	19 \$	25 \$	18 \$	13 \$	15 \$	16 \$	13 \$	11 \$	13 \$	13 \$	10 \$	8 \$

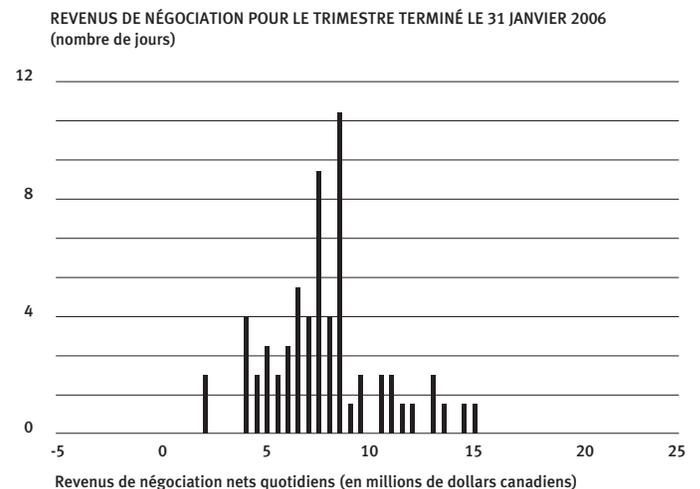
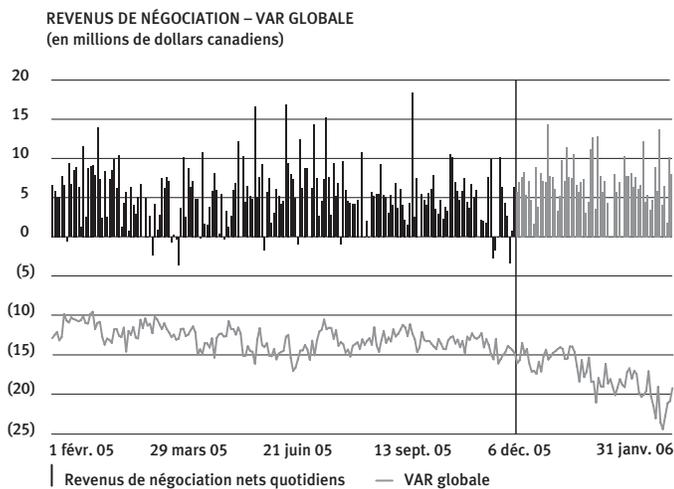
(1) La VAR liée aux marchandises reflète le risque de marché lié aux activités de négociation de produits du secteur de l'énergie tels que le pétrole brut, l'huile de chauffage et le gaz naturel. Avec prise d'effet en mai 2005, ces activités sont comprises dans nos modèles et présentées avec nos autres activités de négociation comportant un risque de marché. Auparavant, ces activités étaient présentées selon la méthode normalisée d'attribution du capital.

(2) Comprend aussi le risque lié à l'écart de taux.

L'augmentation de la moyenne de la valeur à risque (VAR) globale par rapport au trimestre précédent découle principalement de l'accroissement de la VAR liée aux taux d'intérêt et aux actions, laquelle est attribuable à l'augmentation des activités de négociation de tous les secteurs d'activité. De plus, la corrélation entre les risques liés à nos activités de négociation individuelles était légèrement plus élevée à la

mi-janvier, situation qui a contribué à l'augmentation du total de notre VAR au cours de la période.

Nous n'avons connu aucune séance de négociation marquée par une perte nette ce trimestre. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le volume de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation.



Activités de gestion de l'actif et du passif

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent aux risques de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui est la principale composante de ces risques. Nous avons établi des politiques qui nous permettent de surveiller, de contrôler et de gérer ce risque de taux d'intérêt au moyen de plafonds au titre du risque lié à la valeur économique de nos capitaux propres et du risque lié au revenu net d'intérêt, ainsi que d'autres mesures. De plus amples renseignements sur nos politiques et procédures concernant la gestion des risques de marché liés aux activités autres que de négociation sont fournis à la page 75 de notre rapport annuel 2005. Ces politiques et ces procédures n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2005.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiates et soutenues de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures se basent sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont authentifiées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt se basent sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au cours du premier trimestre de 2006, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2006		31 octobre 2005		31 janvier 2005	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
Incidence avant impôts : d'une augmentation de 100 points de base des taux	(376)\$	107 \$	(435)\$	106 \$	(402)\$	68 \$
d'une diminution de 100 points de base des taux	240	(188)	291	(181)	318	(144)
Incidence avant impôts : d'une augmentation de 200 points de base des taux	(789)	188	(920)	162	(865)	79
d'une diminution de 200 points de base des taux	385	(407)	461	(365)	532	(344)

RISQUE D'ILLIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

La gestion du risque d'illiquidité et de financement est essentielle pour protéger notre capital, maintenir la confiance du marché et garantir que nous pouvons profiter des possibilités d'expansion rentables qui se présentent. Notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement est conçu de manière à s'assurer que nous avons accès à des sources de liquidités fiables et économiques afin de satisfaire à nos engagements actuels et prospectifs. Nos importants et stables dépôts de détail et dépôts commerciaux ainsi que nos nombreuses sources diversifiées de financement de gros constituent des composantes clés de nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité et de financement.

Le risque d'illiquidité et de financement est géré de façon dynamique, et les risques sont périodiquement mesurés, surveillés et, le cas échéant, atténués. Deux exigences clés de notre cadre de gestion des liquidités sont i) le maintien de niveaux minimaux d'actifs liquides non grevés et distincts qui peuvent immédiatement être vendus ou donnés en nantissement pour satisfaire aux demandes de financement extraordinaires et ii) l'établissement de limites imposées par la prudence relative aux sorties nettes de fonds maximales sur des horizons temporels définis à plus court terme. Au cours du trimestre, nous avons exercé nos activités dans des conditions normales et nous respectons ces exigences. Ces éléments ainsi que les autres éléments du cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement font l'objet d'une analyse plus détaillée aux pages 75 à 77 de notre rapport annuel 2005. Nous n'avons apporté aucun changement important à notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement ni aux niveaux de risque d'illiquidité et de financement depuis le 31 octobre 2005.

Nous sommes d'avis que la situation de nos liquidités et de notre financement est solide et adéquate et qu'elle nous permettra de concrétiser notre stratégie. Aucune tendance, demande, incertitude ni aucun engagement ou événement n'est actuellement susceptible d'avoir une incidence importante sur la situation actuelle de nos liquidités et de notre financement.

Cotes de crédit

Le tableau suivant illustre nos principales cotes de crédit au 31 janvier 2006 :

	Au 31 janvier 2006			Perspective
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang		
Moody's Investors Services	P-1	Aa2		Stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-		Négative (1)
Fitch Ratings	F1+	AA		Stable
Dominion Bond Rating Service	R-1(moyen)	AA(faible)		Stable

(1) Le 28 février 2006, Standard & Poor's Rating Services ont revu leur perspective pour la Banque Royale du Canada et ses filiales, la faisant passer de stable à négative.

Nos principales cotes de crédit demeurent inchangées par rapport au 31 octobre 2005. Ces cotes élevées soutiennent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti. Nos cotes de crédit sont au nombre des cotes les plus élevées attribuées à une banque canadienne par les agences de notation (nos cotes actuelles se situent dans la même catégorie que celles des autres principales banques canadiennes, ou dans une catégorie supérieure).

Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention de nos titres, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ou sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

	31 janvier 2006					Total	31 octobre 2005
	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	De plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total		
(en millions de dollars canadiens) (1)							
Financement à long terme non garanti	7 699 \$	10 398 \$	5 523 \$	2 680 \$	26 300 \$	24 004 \$	
Débiteures subordonnées	—	—	142	7 974	8 116	8 167	
Obligations en vertu de contrats de location (2)	304	648	466	958	2 376	2 508	
	8 003 \$	11 046 \$	6 131 \$	11 612 \$	36 792 \$	34 679 \$	

(1) Représente le capital uniquement et exclut les intérêts courus.

(2) La quasi-totalité de nos engagements au titre des contrats de location visent des contrats de location-exploitation.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

BILANS CONSOLIDÉS (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005 (1)
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 682 \$	5 001 \$	4 309 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 913	5 237	6 814
Valeurs mobilières			
Titres du compte de négociation	131 551	125 760	99 248
Titres du compte de placement	33 433	34 060	36 837
Titres de substitut de prêt	674	675	675
	165 658	160 495	136 760
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	47 564	42 973	36 932
Prêts			
Prêts hypothécaires résidentiels	91 776	91 043	82 654
Prêts aux particuliers	41 337	41 045	37 753
Prêts sur cartes de crédit	5 468	6 200	6 817
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	55 615	53 626	49 757
	194 196	191 914	176 981
Provision pour pertes sur prêts	(1 439)	(1 498)	(1 638)
	192 757	190 416	175 343
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 951	7 074	5 960
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 237	38 834	36 902
Locaux et matériel	1 736	1 708	1 767
Écart d'acquisition	4 157	4 203	4 337
Autres actifs incorporels	704	409	522
Actifs liés aux activités destinées à la vente	178	263	1 804
Autres actifs	13 337	12 908	12 579
	66 300	65 399	63 871
	487 874 \$	469 521 \$	424 029 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Particuliers	111 880 \$	111 618 \$	113 097 \$
Entreprises et gouvernements	160 221	160 593	140 583
Banques	42 771	34 649	26 340
	314 872	306 860	280 020
Autres			
Acceptations	7 951	7 074	5 960
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	35 856	32 391	28 854
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	28 841	23 381	16 802
Montants se rapportant aux produits dérivés	42 668	42 592	41 248
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 150	7 117	6 728
Passifs liés aux activités destinées à la vente	37	40	59
Autres passifs	18 584	18 408	15 390
	141 087	131 003	115 041
Débitures subordonnées	8 116	8 167	8 190
Titres de fiducie de capital	1 399	1 400	1 400
Passifs liés aux actions privilégiées	300	300	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 865	1 944	125
Capitaux propres			
Actions privilégiées	700	700	832
Actions ordinaires (émises – 645 491 288, 646 750 772 et 644 824 165)	7 189	7 170	7 021
Surplus d'apport	299	265	210
Bénéfices non répartis	14 284	13 704	12 628
Actions de trésorerie – privilégiées (détenues – 118 400, 90 600 et aucune)	(3)	(2)	–
– ordinaires (détenues – 3 111 940, 3 526 276 et 5 093 966)	(199)	(216)	(312)
Écart de conversion, montant net	(2 035)	(1 774)	(1 426)
	20 235	19 847	18 953
	487 874 \$	469 521 \$	424 029 \$

(1) Les chiffres correspondants ont été retraités par suite de la détermination d'activités abandonnées.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005 (1)
Revenu d'intérêt			
Prêts	2 970 \$	2 859 \$	2 560 \$
Valeurs mobilières	1 444	1 271	1 099
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	574	435	243
Dépôts à des banques	72	61	53
	5 060	4 626	3 955
Frais d'intérêt			
Dépôts	2 326	1 985	1 494
Autres passifs	862	775	659
Débitures subordonnées	108	109	108
	3 296	2 869	2 261
Revenu net d'intérêt	1 764	1 757	1 694
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	858	798	773
Revenus tirés des activités de négociation	458	308	461
Commissions de gestion de placements et de services de garde	315	340	291
Commissions de courtage en valeurs mobilières	309	300	282
Frais bancaires	294	306	277
Revenus tirés des fonds communs de placement	261	259	225
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	219	233	276
Revenus sur cartes	145	152	142
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	96	118	92
Commissions de crédit	56	48	52
Revenus tirés de la titrisation	49	83	86
Gain à la vente de titres du compte de placement	43	14	15
Autres	111	99	107
Revenus autres que d'intérêt	3 214	3 058	3 079
Total des revenus	4 978	4 815	4 773
Dotations à la provision pour pertes sur créances	47	103	108
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	652	740	582
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	1 811	1 646	1 698
Matériel	231	245	228
Frais d'occupation	182	190	180
Communications	146	174	151
Honoraires	137	170	114
Impartition de services de traitement	73	73	72
Amortissement des autres actifs incorporels	14	(1)	19
Autres	175	832	192
	2 769	3 329	2 654
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	40	2
Bénéfice lié aux activités poursuivies avant impôts	1 510	603	1 427
Charge d'impôts	332	90	443
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 178	513	984
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	6	(30)	7
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 172	543	977
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	(1)	(21)	2
Bénéfice net	1 171 \$	522 \$	979 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(10)	(11)	(8)
Gain au rachat d'actions privilégiées, montant net	–	4	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 161 \$	515 \$	971 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	642 167	644 214	638 681
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,81 \$	0,80 \$	1,52 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,81 \$	0,83 \$	1,52 \$
Bénéfice (perte) de base par action lié(e) aux activités abandonnées (en dollars)	– \$	(0,03) \$	– \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	652 189	654 169	649 118
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,78 \$	0,79 \$	1,50 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies (en dollars)	1,78 \$	0,82 \$	1,50 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action lié(e) aux activités abandonnées (en dollars)	– \$	(0,03) \$	– \$
Dividendes par action (en dollars)	0,64 \$	0,64 \$	0,55 \$

(1) Les chiffres correspondants ont été retraités par suite de la détermination d'activités abandonnées.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005 (1)
Actions privilégiées			
Solde au début	700 \$	832 \$	532 \$
Émises	–	–	300
Rachetées aux fins d'annulation	–	(132)	–
Solde à la fin	700	700	832
Actions ordinaires			
Solde au début	7 170	7 126	6 988
Émises	43	65	44
Achetées aux fins d'annulation	(24)	(21)	(11)
Solde à la fin	7 189	7 170	7 021
Surplus d'apport			
Solde au début	265	254	169
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	–	(4)	–
Attributions de rémunération à base d'actions	(11)	14	(13)
Gain au rachat d'actions privilégiées	–	7	–
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	–	–	54
Autres	45	(6)	–
Solde à la fin	299	265	210
Bénéfices non répartis			
Solde au début	13 704	13 748	12 065
Bénéfice net	1 171	522	979
Dividendes sur actions privilégiées	(10)	(11)	(8)
Dividendes sur actions ordinaires	(412)	(414)	(352)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(169)	(141)	(53)
Frais d'émission	–	–	(3)
Solde à la fin	14 284	13 704	12 628
Actions de trésorerie privilégiées			
Solde au début	(2)	–	–
Ventes nettes (achats nets)	(1)	(2)	–
Solde à la fin	(3)	(2)	–
Actions de trésorerie ordinaires			
Solde au début	(216)	(215)	(294)
Ventes nettes (achats nets)	17	(1)	36
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	–	–	(54)
Solde à la fin	(199)	(216)	(312)
Écart de conversion, montant net			
Solde au début	(1 774)	(1 503)	(1 556)
Gain (perte) de change non réalisé(e)	(613)	(650)	419
Gain (perte) de change lié(e) aux activités de couverture	352	379	(289)
Solde à la fin	(2 035)	(1 774)	(1 426)
Capitaux propres à la fin	20 235 \$	19 847 \$	18 953 \$

(1) Les chiffres correspondants ont été retraités par suite de la détermination d'activités abandonnées.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005 (1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 172 \$	543 \$	977 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	47	103	108
Amortissement	98	103	103
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	39	2
Paievements liés au réaligement de l'entreprise	(27)	(30)	(14)
Impôts futurs	21	(283)	(26)
Amortissement des autres actifs incorporels	14	(1)	19
(Gain) perte à la vente de locaux et de matériel	(5)	(6)	(4)
(Gain) perte sur la titrisation de prêts	11	(29)	(48)
(Gain) perte à la vente de titres du compte de placement	(43)	(14)	(15)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	33	203	240
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	13	153	(87)
Impôts exigibles	(35)	48	(192)
Actifs se rapportant aux produits dérivés	597	(157)	1 995
Passifs se rapportant aux produits dérivés	76	201	(953)
Titres du compte de négociation	(5 791)	(8 215)	(9 926)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(616)	2 193	990
Autres	373	(556)	(1 894)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation liées aux activités poursuivies	(4 062)	(5 705)	(8 725)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation liées aux activités abandonnées	13	72	28
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation	(4 049)	(5 633)	(8 697)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêt à des banques	(5 676)	1 239	(547)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(6 651)	(7 909)	(6 268)
Produit de la titrisation de prêts	2 699	2 292	1 297
Produit de la vente de titres du compte de placement	3 678	3 391	9 207
Produit de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	7 043	5 314	5 632
Acquisitions de titres du compte de placement	(8 415)	(4 536)	(12 191)
Variation des titres de substitut de prêt	1	–	26
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(118)	(88)	(133)
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	(242)	–	–
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(4 591)	1 498	10 017
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement liées aux activités poursuivies	(12 272)	1 201	7 040
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement liées aux activités abandonnées	68	1 259	624
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(12 204)	2 460	7 664
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts	8 012	2 363	8 161
Émission de titres de fiducie de capital RBC (RBC TruCS)	–	1 200	–
Remboursement de débentures subordonnées	–	(700)	–
Émission d'actions privilégiées	–	–	300
Actions privilégiées rachetées aux fins d'annulation	–	(132)	–
Frais d'émission	–	–	(3)
Émission d'actions ordinaires	40	60	41
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	(193)	(162)	(64)
Ventes nettes d'actions de trésorerie	16	4	6
Dividendes versés	(425)	(404)	(340)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(66)	(6)	(1)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	5 460	2 383	(9 671)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	3 465	(1 811)	3 849
Variation des emprunts à court terme des filiales	(317)	190	(653)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement liées aux activités poursuivies	15 992	2 985	1 625
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	15 992	2 985	1 625
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(58)	(98)	6
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(319)	(286)	598
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	5 001	5 287	3 711
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	4 682 \$	5 001 \$	4 309 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	3 247 \$	2 623 \$	2 618 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	575 \$	522 \$	640 \$

(1) Les chiffres correspondants ont été retraités par suite de la détermination d'activités abandonnées.

Notes complémentaires (non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2005 figurant aux pages 88 à 136 du rapport annuel 2005. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

Note 1 : Principales conventions comptables

Droits variables implicites

Le 1^{er} novembre 2005, nous avons adopté l'abrégié n° 157 du Comité sur les problèmes nouveaux, *Droits variables implicites au regard de la NOC-15 (CPN-157)*. Cet abrégié précise que les droits variables implicites constituent des intérêts financiers implicites dans une entité qui varient en fonction des variations de la juste valeur de son actif net, compte non tenu des droits variables. Un droit variable implicite est semblable à un droit variable explicite sauf qu'il absorbe la variabilité ou en bénéficie indirectement. La détermination d'un droit variable implicite est une question de jugement tribunaire des faits et circonstances pertinents. L'adoption de cet abrégié n'a pas eu d'incidence importante sur nos résultats financiers, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation consolidés.

Modifications comptables futures

En 2005, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu*, le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures*. Ces normes entreront en vigueur pour nous le 1^{er} novembre 2006. L'incidence de ces nouvelles normes sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés ne peut être établie en ce moment et sera tribunaire de nos positions en cours et de leur juste valeur au moment de la transition.

Résultat étendu

Par suite de l'adoption de ces normes, une nouvelle rubrique, Autres éléments du résultat étendu cumulés, sera ajoutée aux capitaux propres dans le bilan consolidé. Les principales composantes de cette rubrique comprendront les gains et pertes non réalisés sur les actifs financiers susceptibles de vente, les montants non réalisés liés à la conversion des devises, déduction faite des opérations de couverture, découlant des établissements étrangers autonomes et la variation de la juste valeur de la tranche efficace des instruments de couverture des flux de trésorerie.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

En vertu de la nouvelle norme, tous les instruments financiers seront classés dans l'une ou l'autre des catégories suivantes : Placements détenus jusqu'à l'échéance,

Prêts et créances, Instruments détenus à des fins de négociation ou Actifs financiers susceptibles de vente. Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de négociation seront évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes seront comptabilisés dans le bénéfice net. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de négociation seront évalués au coût non amorti. Les instruments susceptibles de vente seront évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes non réalisés, comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. La norme permet aussi le classement dans les instruments détenus à des fins de négociation pour tout instrument financier au moment de sa constatation initiale.

Couvertures

La nouvelle norme définit les critères d'application de la comptabilité de couverture ainsi que la façon d'appliquer la comptabilité de couverture à chacune des stratégies de couverture permises : les couvertures de la juste valeur, les couvertures des flux de trésorerie et les couvertures du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome. Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est ajustée selon les gains ou les pertes attribuables au risque couvert et constatés dans le bénéfice net. Cette variation de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, est contrebalancée par la variation de la juste valeur du dérivé. Dans une relation de couverture des flux de trésorerie, la tranche efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. La tranche inefficace sera comptabilisée dans le bénéfice net. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu cumulés seront reclassés dans le bénéfice net au cours des périodes où le bénéfice net subira l'incidence de la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert. Dans le cas de la couverture du risque de change lié à un investissement net dans un établissement étranger autonome, les gains et pertes de change des instruments de couverture seront comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

Note 2 : Charges liées au réaligement de l'entreprise

Au cours du trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre des mesures de réduction des coûts supplémentaires définies au cours de l'exercice 2005 (les mesures supplémentaires). Les objectifs liés à ces mesures s'alignent sur ceux approuvés par le Conseil d'administration en septembre 2004 relativement au réaligement de notre entreprise. Ces objectifs sont les suivants : réduire les coûts, accélérer la croissance des revenus et améliorer l'efficacité de nos activités de manière à mieux servir nos clients. Nous prévoyons que la plupart de ces mesures supplémentaires seront finalisées au cours de l'exercice 2006, bien que les paiements de protection salariale aux employés licenciés et certaines obligations liées à des baux comportent une échéance plus éloignée. Les modifications apportées aux charges liées aux employés et aux locaux depuis le 31 octobre 2005 sont présentées dans le tableau qui suit.

	Charges liées aux employés	Charges liées aux locaux	Total
Solde au 31 octobre 2005 – activités poursuivies	118 \$	– \$	118 \$
Autres ajustements, y compris au titre du change	(1)	–	(1)
Versements en espèces	(27)	–	(27)
Solde au 31 janvier 2006 – activités poursuivies	90 \$	– \$	90 \$
Solde au 31 octobre 2005 – activités abandonnées	1 \$	12 \$	13 \$
Versements en espèces	(1)	(1)	(2)
Solde au 31 janvier 2006 – activités abandonnées	– \$	11 \$	11 \$
Solde total au 31 janvier 2006	90 \$	11 \$	101 \$

Les charges liées au réaligement de l'entreprise comprennent les paiements liés à la protection salariale relativement au licenciement d'employés. En ce qui a trait aux activités poursuivies, le nombre de postes ciblés pour suppression s'est établi à 2 063 au 31 janvier 2006 (2 063 au 31 octobre 2005). Au 31 janvier 2006, 1 520 employés avaient été licenciés, et 164 de ces licenciements étaient imputables à RBC Mortgage Company (1 442 et 164, respectivement, au 31 octobre 2005).

Nos charges liées au réaligement de l'entreprise comprennent la juste valeur des obligations futures restantes en vertu de baux, déduction faite des revenus de sous-location prévus, relativement aux locaux que nous avons quittés, mais dont nous demeurons le locataire.

Note 3 : Activités abandonnées

Le 2 septembre 2005, nous avons conclu la vente de RBC Mortgage Company (RBC Mortgage) à New Century Mortgage Corporation et à Home123 Corporation (Home123), en vertu de laquelle Home123 a acquis certains actifs de RBC Mortgage, y compris ses succursales, et embauché la presque totalité de ses employés.

RBC Mortgage procède actuellement à la cession des actifs et des obligations restants qui n'ont pas été transférés à Home123. Ces actifs et obligations sont constatés séparément au bilan consolidé dans le poste Actifs liés aux activités destinées à la vente et dans le poste Passifs liés aux activités destinées à la vente, respectivement. Les résultats d'exploitation de RBC Mortgage ont été reclassés à titre d'activités abandonnées pour toutes les périodes présentées dans les états consolidés des résultats. Les charges liées au réaligement de RBC Mortgage (se reporter à la note 2) ont aussi été reclassées dans les activités abandonnées.

Note 4 : Coentreprise

Le 2 janvier 2006, nous avons fusionné les activités de nos Services aux investisseurs institutionnels, qui étaient principalement exploités par l'intermédiaire de nos filiales en propriété exclusive, la Société Trust Royal du Canada, la Compagnie Trust Royal et RBC Global Services Australia Pty Limited, avec les activités de Dexia Banque Internationale à Luxembourg (Dexia) exploitées sous la dénomination Dexia Funds Services, en contrepartie d'une participation de 50 % dans RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS), la nouvelle coentreprise formée. En vertu de l'accord conclu avec Dexia, nous avons fourni des actifs nets d'une valeur comptable d'environ 898 millions de dollars, dont une tranche de 84 millions vise l'écart d'acquisition des Services aux investisseurs institutionnels. Nous n'avons pas constaté de gain ou de perte à l'égard de cette opération.

RBC Dexia IS, qui propose une gamme intégrée de produits, incluant des services de garde internationale, d'administration de fonds et de caisses de retraite, de prêt de titres, de services aux actionnaires et d'analyse et divers autres services connexes destinés aux investisseurs institutionnels du monde entier, est une société de portefeuille dont le siège se trouve à Londres, au Royaume-Uni. Les activités de la coentreprise sont effectuées principalement par l'intermédiaire de RBC Dexia Investors Services Trust au Canada et de RBC Dexia Investor Services Bank au Luxembourg, ainsi que par leurs filiales et succursales respectives ailleurs dans le monde.

Pour le mois de janvier 2006, nous n'avons pas constaté notre quote-part proportionnelle des revenus et charges, car nous présentons les résultats de RBC Dexia IS avec un décalage de un mois. Notre bilan consolidé au 31 janvier 2006 comprend notre quote-part proportionnelle du bilan d'ouverture au 2 janvier 2006 de RBC Dexia IS, que résume le tableau suivant :

	Au 31 janvier 2006
Actifs (1)	11 681 \$
Passifs	10 783

(1) Les actifs comprennent un écart d'acquisition de 75 millions de dollars, qui représente notre quote-part de 50 % du montant déclaré dans le bilan d'ouverture de RBC Dexia IS.

En collaboration avec Dexia, nous fournissons certains services d'exploitation à RBC Dexia IS, notamment des services de soutien administratif et technologique et des services liés aux ressources humaines. Par ailleurs, Dexia et nous fournissons, sur une base égale, des facilités de crédit à RBC Dexia IS aux fins de ses activités. Nous fournissons ces services et ces facilités dans le cours normal des activités, selon des modalités semblables à celles offertes à des parties non liées.

Note 5 : Titrations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le**

	31 janvier 2006 (1)		31 octobre 2005 (4)		31 janvier 2005 (5)
	Prêts sur cartes de crédit (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (3)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)
Prêts titrisés et vendus	1 200 \$	1 533 \$	1 814 \$	479 \$	1 300 \$
Produit net en espèces reçu	400	1 499	1 806	486	1 297
Titres adossés à des créances mobilières acquis	794	–	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	9	20	30	–	51
Gain (perte) à la vente avant impôts	3	(14)	22	7	48
Titres créés et conservés comme des titres du compte de placement	–	1 636	753	–	547

(1) Nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaire commercial au cours de la période courante.

(2) Le produit net en espèces reçu représente un produit brut en espèces de 1 200 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'acquisition de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 800 millions.

(3) Tous les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont garantis par le gouvernement.

(4) Nous n'avons titrisé aucun prêt sur cartes de crédit au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2005.

(5) Nous n'avons titrisé aucun prêt sur cartes de crédit ni aucun prêt hypothécaire commercial au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2005.

Les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation pour les activités du trimestre terminé le 31 janvier 2006 s'établissent comme suit.

Hypothèses clés (1)

	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels – taux fixes
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	0,16	3,49
Taux de remboursement	40,02 %	18,00 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	5,13	0,45
Pertes sur créances prévues	2,15	–
Taux d'actualisation	10,00	3,70

(1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception du taux de remboursement lié aux prêts sur cartes de crédit, lequel est mensuel.

Note 6 : Rémunération à base d'actions

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par le chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA, Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, à l'égard des nouvelles attributions octroyées après le 1^{er} novembre 2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1^{er} novembre 2002 :

Bénéfice net et bénéfice par action pro forma

	Tel que déclaré (1) 31 janvier 2006	Pour le trimestre terminé le			
		Tel que déclaré		Pro forma	
		31 octobre 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 172 \$	543 \$	977 \$	540 \$	972 \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées (2)	(1)	(21)	2	(21)	2
Bénéfice net	1 171	522	979	519	974
Bénéfice (perte) de base par action					
Activités poursuivies	1,81 \$	0,83 \$	1,52 \$	0,83 \$	1,51 \$
Activités abandonnées	–	(0,03)	–	(0,03)	–
Total	1,81 \$	0,80 \$	1,52 \$	0,80 \$	1,51 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action					
Activités poursuivies	1,78 \$	0,82 \$	1,50 \$	0,82 \$	1,49 \$
Activités abandonnées	–	(0,03)	–	(0,03)	–
Total	1,78 \$	0,79 \$	1,50 \$	0,79 \$	1,49 \$

(1) Toutes les attributions octroyées avant l'adoption de la méthode de la juste valeur étaient entièrement acquises au cours du trimestre; par conséquent, il n'y a aucune donnée pro forma à présenter.

(2) Se reporter à la note 3.

Note 7 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Charge au titre des prestations constituées	99 \$	83 \$	89 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	33	52	49

Note 8 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 22 décembre 2005, nous avons annoncé notre intention d'émettre aux États-Unis, de temps à autre, des titres d'emprunt de premier rang et des titres d'emprunt subordonnés pour un montant maximal de 6 milliards de dollars US.

Le 9 décembre 2005, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité du montant en capital de 125 millions de dollars de nos débetures subordonnées à 5,50 % en circulation échéant le 13 février 2011, ainsi que la totalité du montant en capital de 100 millions de nos débetures subordonnées à 8,20 % en circulation échéant le 26 avril 2011, plus les intérêts courus. Les remboursements auront lieu le 13 février 2006 et le 26 avril 2006, respectivement, et nous les financerons à même nos fonds généraux.

Le 20 juin 2005, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 10 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. En vertu de cette offre, les achats peuvent être effectués pendant une période de un an, à compter du 24 juin 2005. Au cours du trimestre, nous avons acheté 2 201 500 actions ordinaires au prix moyen de 87,78 \$ l'action (au trimestre terminé le 31 octobre 2005, nous avons racheté 1 950 000 actions ordinaires au prix moyen de 83,50 \$ l'action), et depuis le début de l'offre, nous avons racheté 4 151 500 actions ordinaires au prix moyen de 85,77 \$ l'action.

Note 9 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	1 172 \$	543 \$	977 \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées (1)	(1)	(21)	2
Bénéfice net	1 171	522	979
Dividendes sur actions privilégiées	(10)	(11)	(8)
Gain net au rachat d'actions privilégiées	-	4	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 161 \$	515 \$	971 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	642 167	644 214	638 681
Bénéfice (perte) de base par action			
Activités poursuivies	1,81 \$	0,83 \$	1,52 \$
Activités abandonnées	-	(0,03)	-
Total	1,81 \$	0,80 \$	1,52 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 161 \$	515 \$	971 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	642 167	644 214	638 681
Options sur actions (2)	7 187	7 027	5 806
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	2 835	2 928	4 631
Nombre moyen d'actions ordinaires, après dilution (en milliers)	652 189	654 169	649 118
Bénéfice (perte) dilué(e) par action			
Activités poursuivies	1,78 \$	0,82 \$	1,50 \$
Activités abandonnées	-	(0,03)	-
Total	1,78 \$	0,79 \$	1,50 \$

(1) Se reporter à la note 3.

(2) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour les trimestres terminés le 31 janvier 2006, le 31 octobre 2005 et le 31 janvier 2005, il n'y avait aucune option en cours dont le prix de levée excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires.

Note 10 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14, intitulée *Informations à fournir sur les garanties* (NOC-14). Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximale en cas de défaut

complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers.

Montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties

	Au		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres (1)	-\$	32 550 \$	25 359 \$
Facilités de garantie de liquidités	33 534	29 611	25 378
Dérivés de crédit et options vendues (2)	26 505	28 662	37 105
Lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution	14 678	14 417	14 041
Produits à valeur stable (2)	13 256	12 567	7 522
Rehaussements de crédit	3 692	3 179	4 626
Prêts hypothécaires vendus avec garantie (3)	296	388	260

(1) La presque totalité de nos activités de prêt de titres sont maintenant exercées par l'intermédiaire de notre nouvelle coentreprise, RBC Dexia IS. Au 31 janvier 2006, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 36 124 millions de dollars; de ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

(2) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

(3) Au 31 janvier 2006, un montant d'environ 82 millions de dollars avait trait aux activités abandonnées (174 millions au 31 octobre 2005; 257 millions au 31 janvier 2005). Se reporter à la note 3. Le montant au 31 octobre 2005 à été revu pour y inclure 174 millions de dollars.

La valeur comptable actuelle de notre obligation au titre des produits dérivés de crédit, des options vendues et des produits à valeur stable se chiffrait à 351 millions de dollars au 31 janvier 2006 (465 millions au 31 octobre 2005 et 162 millions au 31 janvier 2005) et a été incluse dans le poste Autres – Montants se rapportant aux produits dérivés de notre bilan consolidé. La valeur comptable actuelle de l'obligation au titre des autres garanties importantes que nous avons accordées à des tiers s'établissait à 17 millions de dollars au 31 janvier 2006 (16 millions au 31 octobre 2005 et 17 millions au 31 janvier 2005).

Veuillez vous reporter à la note 25 de notre rapport annuel 2005 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Litige lié à Enron Corp. (Enron)

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal présumé des actionnaires d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières, des cabinets d'avocats, des cabinets d'experts-comptables et certains cadres et administrateurs actuels et antérieurs d'Enron. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de six poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale du Canada

est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demanderesse serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Nous surveillons le déroulement de ces poursuites sur une base continue et nous exercerons notre meilleur jugement afin de les régler dans ce que nous déterminerons être notre intérêt. Comme pour tout litige, il existe des incertitudes importantes quant à la durée et à l'issue. Ces incertitudes sont accrues en raison du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées et du contexte judiciaire actuel difficile. Il est donc impossible de déterminer l'issue ultime de ces poursuites ou le moment de leur règlement; cependant, au quatrième trimestre de 2005, nous avons constitué une provision pour litiges de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou 326 millions de dollars après impôts (276 millions de dollars US après impôts). Nous croyons que la résolution définitive de ces poursuites et d'autres procédures, qui ne devrait pas avoir une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, pourrait cependant avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation de la période au cours de laquelle un règlement pourrait avoir lieu, compte non tenu de la provision que nous avons constituée au quatrième trimestre de 2005. Dans chacune de ces affaires, nous continuerons de nous défendre vigoureusement.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 11 : Résultats par secteurs d'exploitation

Bénéfice trimestriel

	RBC Particuliers et entreprises – Canada			RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International			RBC Marchés des Capitaux		
	T1/06	T4/05	T1/05	T1/06	T4/05	T1/05	T1/06	T4/05	T1/05
Revenu net d'intérêt	1 428 \$	1 410 \$	1 276 \$	279 \$	277 \$	268 \$	120 \$	114 \$	186 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 870	1 823	1 710	459	431	432	851	789	884
Total des revenus	3 298	3 233	2 986	738	708	700	971	903	1 070
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	142	138	103	10	4	14	(85)	(25)	(2)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	652	740	582	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 502	1 511	1 415	594	536	546	682	1 247	700
Charges liées au réaligement de l'entreprise (contrepassation)	–	6	–	–	(2)	–	–	1	–
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 002	838	886	134	170	140	374	(320)	372
Charge d'impôts	333	334	289	31	34	38	55	(228)	102
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	2	1	4	(11)	(32)	7
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	669	504	597	101	135	98	330	(60)	263
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	–	–	–	(1)	(21)	2	–	–	–
Bénéfice net (perte nette)	669 \$	504 \$	597 \$	100 \$	114 \$	100 \$	330 \$	(60) \$	263 \$

	Services de soutien généraux			Total		
	T1/06	T4/05	T1/05	T1/06	T4/05	T1/05
Revenu net d'intérêt	(63) \$	(44) \$	(36) \$	1 764 \$	1 757 \$	1 694 \$
Revenus autres que d'intérêt	34	15	53	3 214	3 058	3 079
Total des revenus	(29)	(29)	17	4 978	4 815	4 773
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(20)	(14)	(7)	47	103	108
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	652	740	582
Frais autres que d'intérêt	(9)	35	(7)	2 769	3 329	2 654
Charges liées au réaligement de l'entreprise	–	35	2	–	40	2
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	–	(85)	29	1 510	603	1 427
Charge d'impôts	(87)	(50)	14	332	90	443
Part des actionnaires sans contrôle	15	1	(4)	6	(30)	7
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités poursuivies	72	(36)	19	1 172	543	977
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées	–	–	–	(1)	(21)	2
Bénéfice net (perte nette)	72 \$	(36) \$	19 \$	1 171 \$	522 \$	979 \$

Nous avons, à des fins de gestion, procédé à la réorganisation de nos activités et classé ces dernières dans les trois secteurs d'exploitation suivants : le secteur RBC Particuliers et entreprises – Canada comprend nos activités canadiennes de services bancaires et de placement et nos activités d'assurance à l'échelle mondiale. Le secteur RBC Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend nos services bancaires et de courtage de détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles et les services de gestion privée à l'échelle internationale. Le secteur RBC Marchés des Capitaux comprend les services bancaires pour les grandes entreprises et les clients commerciaux, les services de banque d'investissement, les services de garde de titres et le traitement des opérations.

Les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent les revenus et les charges liés à la conduite de leurs affaires. Les charges peuvent comprendre des coûts engagés ou des services fournis soit directement, soit au nom du secteur au niveau de l'entreprise. Pour les autres coûts qui ne sont pas directement attribuables à un de nos secteurs d'exploitation, nous avons recours à un modèle d'information de gestion qui utilise des hypothèses, des estimations et des méthodes

afin d'attribuer les coûts et frais indirects à nos secteurs d'exploitation. Ce modèle aide aussi à attribuer le capital et à établir les prix de cession interne des fonds pour les secteurs, de manière à mesurer avec justesse et de façon constante les coûts économiques et de les aligner sur les avantages et risques sous-jacents du secteur d'exploitation visé. Les activités et les opérations effectuées entre les secteurs d'exploitation suivent généralement les taux du marché. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise qui ne sont pas attribuées à nos trois secteurs d'exploitation sont présentées dans un quatrième secteur, le secteur Services de soutien généraux.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans notre modèle d'information de gestion afin d'assurer leur validité. Les méthodologies d'attribution du capital impliquent le recours à un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont revues périodiquement. Au cours du trimestre, nous avons apporté un certain nombre de modifications à nos méthodologies d'établissement des prix de cession interne, et ces modifications sont reflétées dans les résultats comparatifs présentés.

Note 12 : Entités à détenteurs de droits variables

Nous administrons des programmes de papier commercial adossé à des créances offerts par des fonds multicédants (fonds multicédants) qui acquièrent des actifs financiers auprès des clients et qui financent ces acquisitions au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des créances. Nous ne consolidons pas les fonds multicédants en vertu de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, puisque nous n'en sommes pas le principal bénéficiaire. Toutefois, nous

détenons des droits variables significatifs dans ces fonds multicédants en raison de facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels que nous avons fournis et de notre droit à des honoraires résiduels.

Au cours du trimestre, les activités de nos fonds multicédants ont augmenté. Par conséquent, l'actif total de ces fonds s'est accru pour atteindre 34 milliards de dollars au 31 janvier 2006 (29 milliards au 31 octobre 2005), et notre risque de perte maximal a augmenté pour s'établir à 34 milliards (29 milliards au 31 octobre 2005).

Note 13 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), les états financiers doivent être dressés selon les PCGR du Canada. Comme l'exige la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis sont quantifiées ci-après.

Bilans consolidés condensés

	Au 31 janvier 2006			Au 31 octobre 2005			Au 31 janvier 2005		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
Actif									
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 682 \$	(4)\$	4 678 \$	5 001 \$	-\$	5 001 \$	4 309 \$	-\$	4 309 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	10 913	(4 634)	6 279	5 237	(32)	5 205	6 814	(34)	6 780
Valeurs mobilières									
Titres du compte de négociation	131 551	(1 722)	129 829	125 760	(977)	124 783	99 248	(621)	98 627
Titres du compte de placement	33 433	(33 433)	-	34 060	(34 060)	-	36 837	(36 837)	-
Titres de substitut de prêt	674	(674)	-	675	(675)	-	675	(675)	-
Titres susceptibles de vente	-	33 877	33 877	-	34 729	34 729	-	37 921	37 921
	165 658	(1 952)	163 706	160 495	(983)	159 512	136 760	(212)	136 548
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	47 564	(926)	46 638	42 973	-	42 973	36 932	-	36 932
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	192 757	(868)	191 889	190 416	939	191 355	175 343	985	176 328
Autres									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 951	-	7 951	7 074	-	7 074	5 960	-	5 960
Montants se rapportant aux produits dérivés	38 237	1 055	39 292	38 834	1 157	39 991	36 902	1 289	38 191
Locaux et matériel	1 736	(70)	1 666	1 708	(33)	1 675	1 767	(25)	1 742
Écart d'acquisition	4 157	(70)	4 087	4 203	45	4 248	4 337	45	4 382
Autres actifs incorporels	704	(10)	694	409	-	409	522	-	522
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	-	1 181	1 181	-	1 190	1 190	-	1 687	1 687
Actifs liés aux comptes distincts	-	115	115	-	105	105	-	107	107
Actifs liés aux activités destinées à la vente	178	-	178	263	-	263	1 804	(2)	1 802
Autres actifs	13 337	32 268	45 605	12 908	26 917	39 825	12 579	20 854	33 433
	66 300	34 469	100 769	65 399	29 381	94 780	63 871	23 955	87 826
	487 874 \$	26 085 \$	513 959 \$	469 521 \$	29 305 \$	498 826 \$	424 029 \$	24 694 \$	448 723 \$
Passifs et capitaux propres									
Dépôts	314 872 \$	(9 663)\$	305 209 \$	306 860 \$	28 \$	306 888 \$	280 020 \$	331 \$	280 351 \$
Autres									
Acceptations	7 951	-	7 951	7 074	-	7 074	5 960	-	5 960
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	35 856	(1 094)	34 762	32 391	1 647	34 038	28 854	(1 066)	27 788
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	28 841	(922)	27 919	23 381	-	23 381	16 802	-	16 802
Montants se rapportant aux produits dérivés	42 668	541	43 209	42 592	579	43 171	41 248	788	42 036
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 150	2 669	9 819	7 117	2 643	9 760	6 728	3 051	9 779
Passifs liés aux comptes distincts	-	115	115	-	105	105	-	107	107
Passifs liés aux activités destinées à la vente	37	-	37	40	-	40	59	-	59
Autres passifs	18 584	34 210	52 794	18 408	23 916	42 324	15 390	20 819	36 209
	141 087	35 519	176 606	131 003	28 890	159 893	115 041	23 699	138 740
Débitures subordonnées	8 116	281	8 397	8 167	407	8 574	8 190	430	8 620
Titres de fiducie de capital	1 399	(1 399)	-	1 400	(1 400)	-	1 400	(1 400)	-
Passif lié aux actions privilégiées	300	(300)	-	300	(300)	-	300	(300)	-
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 865	1 381	3 246	1 944	1 434	3 378	125	1 400	1 525
Capitaux propres	20 235	266	20 501	19 847	246	20 093	18 953	534	19 487
	487 874 \$	26 085 \$	513 959 \$	469 521 \$	29 305 \$	498 826 \$	424 029 \$	24 694 \$	448 723 \$

États consolidés condensés des résultats

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR du Canada	1 172 \$	543 \$	977 \$
Différences :			
Revenu net d'intérêt			
Produits dérivés et opérations de couverture	7	8	4
Passif et capitaux propres	28	29	28
Revenus autres que d'intérêt			
Comptabilisation des activités d'assurance	(140)	(145)	(166)
Produits dérivés et opérations de couverture	(33)	4	4
Reclassement de valeurs mobilières	3	27	-
Sociétés en commandite	(1)	(3)	(2)
Coentreprises	(40)	(47)	(37)
Autres	(4)	-	(4)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances			
Coentreprises	(1)	-	-
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance			
Comptabilisation des activités d'assurance	102	51	234
Frais autres que d'intérêt			
Droits à la plus-value des actions	6	7	-
Comptabilisation des activités d'assurance	16	19	17
Coentreprises	30	33	29
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus	22	26	(23)
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales			
Passif et capitaux propres	(25)	(25)	(25)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis	1 142 \$	527 \$	1 036 \$
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées selon les PCGR du Canada	(1)\$	(21)\$	2 \$
Écart – Autres éléments	-	3	3
Bénéfice net (perte nette) lié(e) aux activités abandonnées selon les PCGR des États-Unis	(1)\$	(18)\$	5 \$
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 141 \$	509 \$	1 041 \$
Bénéfice de base par action (1)			
PCGR du Canada	1,81 \$	0,80 \$	1,52 \$
PCGR des États-Unis	1,75 \$	0,77 \$	1,61 \$
Bénéfice de base par action lié aux activités poursuivies			
PCGR du Canada	1,81 \$	0,83 \$	1,52 \$
PCGR des États-Unis	1,75 \$	0,80 \$	1,60 \$
Bénéfice (perte) de base par action lié(e) aux activités abandonnées			
PCGR du Canada	-	(0,03)\$	-
PCGR des États-Unis	-	(0,03)\$	0,01 \$
Bénéfice dilué par action (1)			
PCGR du Canada	1,78 \$	0,79 \$	1,50 \$
PCGR des États-Unis	1,72 \$	0,76 \$	1,58 \$
Bénéfice dilué par action lié aux activités poursuivies			
PCGR du Canada	1,78 \$	0,82 \$	1,50 \$
PCGR des États-Unis	1,72 \$	0,79 \$	1,57 \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action lié(e) aux activités abandonnées			
PCGR du Canada	-	(0,03)\$	-
PCGR des États-Unis	-	(0,03)\$	0,01 \$

(1) Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action : l'incidence de ce calcul a réduit le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action en vertu des PCGR des États-Unis de un cent, respectivement, pour le trimestre terminé le 31 janvier 2006. Pour toutes les autres périodes dont les données font l'objet d'une présentation, l'utilisation de cette méthode a diminué le bénéfice (de base et dilué) par action de moins de un cent.

États consolidés condensés des flux de trésorerie

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation selon les PCGR du Canada	(4 049)\$	(5 633)\$	(8 697)\$
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	(30)	(16)	59
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Amortissement	(4)	(1)	(1)
Charges liées au réaligement de l'entreprise	(4)	–	–
Impôts futurs	51	(180)	33
Réduction de valeur et amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels	–	–	(3)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	26	41	(30)
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	80	(123)	78
Actifs se rapportant aux produits dérivés	102	157	(91)
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(38)	(211)	119
Titres du compte de négociation	745	2 173	(1 066)
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	(9)	(18)	(14)
Variation nette des montants à payer aux ou à recevoir de courtiers	2 014	(4 107)	(900)
Autres	2 821	1 237	1 275
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation liées aux activités poursuivies selon les PCGR des États-Unis	1 705	(6 681)	(9 238)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'exploitation liées aux activités abandonnées selon les PCGR des États-Unis	–	(3)	–
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation selon les PCGR des États-Unis	1 705	(6 684)	(9 238)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement selon les PCGR du Canada	(12 204)	2 460	7 664
Variation des dépôts productifs d'intérêt à des banques	4 602	–	50
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	1 807	32	(18)
Produit de la vente de titres du compte de placement	(3 678)	(3 391)	(9 207)
Produit de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	(7 043)	(5 314)	(5 632)
Acquisitions de titres du compte de placement	8 415	4 536	12 191
Produit de la vente de titres susceptibles de vente	3 678	3 391	9 233
Produit de l'arrivée à échéance de titres susceptibles de vente	7 044	5 314	5 632
Acquisitions de titres susceptibles de vente	(8 073)	(4 140)	(12 230)
Variation des titres de substitut de prêt	(1)	–	(26)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(77)	(84)	(132)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente	926	–	–
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement selon les PCGR des États-Unis	(4 604)	2 804	7 525
Flux de trésorerie liés aux activités de financement selon les PCGR du Canada	15 992	2 985	1 625
Variation des dépôts	(8 012)	(2 363)	(8 161)
Variation des dépôts – Canada	(6 267)	6 475	3 372
Variation des dépôts – Autres pays	4 588	(4 168)	5 404
Émission de titres de fiducie de capital RBC (RBC TruCS)	–	(1 200)	–
Frais d'émission	–	3	–
Émission d'actions ordinaires	–	(1)	–
Ventes nettes d'actions de trésorerie	–	30	–
Dividendes versés	(4)	(3)	(4)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat	(922)	–	–
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	–	–	(51)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(2 741)	1 934	124
Variation des emprunts à court terme des filiales	–	–	(4)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement selon les PCGR des États-Unis	2 634 \$	3 692 \$	2 305 \$
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	(58)\$	(98)\$	6 \$
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(323)	(286)	598
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	5 001 \$	5 287 \$	3 711 \$
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin selon les PCGR des États-Unis	4 678 \$	5 001 \$	4 309 \$

Autres éléments du résultat étendu cumulés, déduction faite des impôts sur les bénéfices (1)

	31 janvier	31 octobre	31 janvier
	2006	2005	2005
Gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	50 \$	83 \$	245 \$
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des opérations de couverture	(2 025)	(1 768)	(1 419)
Gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(82)	(165)	(256)
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite	(313)	(313)	(67)
Autres éléments du résultat étendu cumulés, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(2 370)\$	(2 163)\$	(1 497)\$

(1) Les autres éléments du résultat étendu cumulés constituent une composante distincte des capitaux propres en vertu des PCGR des États-Unis.

États consolidés du résultat étendu

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2006	31 octobre 2005	31 janvier 2005
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 141 \$	509 \$	1 041 \$
Autres éléments du résultat étendu			
Variation des gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente (1)	(33)	(149)	67
Variation des gains et pertes de change non réalisés	(609)	(649)	421
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés (2)	352	379	(289)
Variation des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie (3)	42	67	(89)
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie (4)	41	44	25
Obligation additionnelle au titre des régimes de retraite (5)	-	(246)	-
Total du résultat étendu	934 \$	(45) \$	1 176 \$

(1) Exclusion faite de la charge (l'économie) d'impôts de (18) millions de dollars [(86) millions au 31 octobre 2005 et 38 millions au 31 janvier 2005].

(2) Exclusion faite de la charge (l'économie) d'impôts de 173 millions de dollars [189 millions au 31 octobre 2005 et (145) millions au 31 janvier 2005].

(3) Exclusion faite de la charge (l'économie) d'impôts de 23 millions de dollars [36 millions au 31 octobre 2005 et (47) millions au 31 janvier 2005].

(4) Exclusion faite de la charge d'impôts de 21 millions de dollars (23 millions au 31 octobre 2005 et 13 millions au 31 janvier 2005).

(5) Exclusion faite de (l'économie) d'impôts de (132) millions de dollars au 31 octobre 2005.

Éléments importants du rapprochement pour le bilan

Les tableaux suivants présentent les augmentations (diminutions) des actifs, des passifs et des capitaux propres par élément important du rapprochement entre les PCGR des États-Unis et du Canada. Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada, voir la note 29 aux pages 127 à 136 de notre rapport annuel 2005.

	Produits dérivés et actifs de couverture	Coentreprises	Comptabilisation des activités d'assurance	Reclassement de valeurs mobilières	Sociétés en commandite	Droits à la plus-value des actions	Passif et capitaux propres	Obligation addition- nelle au titre des régimes de retraite	Comptabilisation à la date de transaction	Garanties autres qu'en espèces	Droit de compensation	Garanties, engage- ments de prêt et autres éléments secondaires	Total
Au 31 janvier 2006													
Actif													
Encaisse et montants à recevoir de banques	-\$ (4)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4)\$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(35)\$ (4 599)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4 634)\$
Valeurs mobilières	-\$ (274)	-	-	193	(142)	-	-	-	(1 692)	-	-	(37)	(1 952)\$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	-\$ (926)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(926)\$
Prêts	42 \$ (1 775)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	865	-	(868)\$
Autres actifs	706 \$ (3 281)	2 800	(68)	128	(19)	-	167	13 378	20 522	-	136	-	34 469 \$
Passif et capitaux propres													
Dépôts	(82)\$ (9 581)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(9 663)\$
Autres passifs	473 \$ (1 252)	2 710	-	-	(50)	(8)	480	11 686	20 522	865	93	-	35 319 \$
Déventures subordonnées	281 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	281 \$
Titres de fiducie de capital	-\$	-	-	-	-	(1 399)	-	-	-	-	-	-	(1 399)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	-\$	-	-	-	-	(300)	-	-	-	-	-	-	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	-\$ (26)	-	-	-	-	1 407	-	-	-	-	-	-	1 381 \$
Capitaux propres	41 \$	-	90	125	(14)	31	300	(313)	-	-	-	6	266 \$

Au 31 octobre 2005

Actif													
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(32)\$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(32)\$
Valeurs mobilières	-\$	-	-	165	(140)	-	-	-	(977)	-	-	(31)	(983)\$
Prêts	42 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	897	-	939 \$
Autres actifs	813 \$ (74)	2 819	(61)	127	(17)	-	167	9 143	16 339	-	125	-	29 381 \$
Passif et capitaux propres													
Dépôts	28 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	28 \$
Autres passifs	416 \$ (74)	2 661	-	-	(45)	(34)	480	8 166	16 339	897	84	-	28 890 \$
Déventures subordonnées	407 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	407 \$
Titres de fiducie de capital	-\$	-	-	-	-	(1 400)	-	-	-	-	-	-	(1 400)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	-\$	-	-	-	-	(300)	-	-	-	-	-	-	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	-\$	-	-	-	-	1 434	-	-	-	-	-	-	1 434 \$
Capitaux propres	(28)\$	-	158	104	(13)	28	300	(313)	-	-	-	10	246 \$

Au 31 janvier 2005

Actif													
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	(34)\$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(34)\$
Valeurs mobilières	-\$	-	-	488	(107)	-	-	-	(777)	-	206	(22)	(212)\$
Prêts	43 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	942	-	985 \$
Autres actifs	1 088 \$ (93)	3 243	(175)	99	(10)	-	35	10 076	9 570	-	122 ⁽¹⁾	-	23 955 \$
Passif et capitaux propres													
Dépôts	133 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	198	-	331 \$
Autres passifs	708 \$ (93)	3 104	-	-	(26)	-	102	9 299	9 570	950	85	-	23 699 \$
Déventures subordonnées	430 \$	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	430 \$
Titres de fiducie de capital	-\$	-	-	-	-	(1 400)	-	-	-	-	-	-	(1 400)\$
Passifs liés aux actions privilégiées	-\$	-	-	-	-	(300)	-	-	-	-	-	-	(300)\$
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	-\$	-	-	-	-	1 400	-	-	-	-	-	-	1 400 \$
Capitaux propres	(174)\$	-	139	313	(8)	16	300	(67)	-	-	-	15	534 \$

(1) Excluant un montant de (2) millions de dollars ayant trait aux activités abandonnées. Se reporter à la note 3.

Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis**Paiements à base d'actions**

Le 1^{er} novembre 2005, nous avons adopté le FASB Statement No. 123 (révisé en 2004), intitulé *Share-Based Payment* (FAS 123R), ainsi que des prises de position s'y rapportant, et nous l'avons appliqué prospectivement aux nouvelles attributions et à la tranche des attributions existantes pour lesquelles les droits ne sont pas acquis. Le FAS 123R exige que la charge de rémunération ayant trait aux paiements à base d'actions soit mesurée selon la juste valeur des instruments de capitaux propres ou d'emprunt émis et constatée dans les états financiers. L'adoption de cette norme n'a pas eu une incidence importante sur notre situation financière ou nos résultats d'exploitation consolidés.

Modifications comptables futures**Perte de valeur de certains placements**

Le FASB a publié, le 3 novembre 2005, une prise de position, *FSP FAS 115-1 and FAS 124-1, The Meaning of Other-Than-Temporary Impairment and its application to Certain Investments*, qui fournit des directives sur la façon de déterminer à quel moment un placement a subi une perte de valeur, comment cette perte de valeur doit être calculée et quels renseignements doivent être présentés à l'égard des valeurs mobilières qui ont subi une perte de valeur. En ce qui concerne nos états financiers, la date de prise d'effet de cette prise de position est le 1^{er} février 2006. Selon les évaluations préliminaires que nous avons effectuées jusqu'à maintenant, elle n'aura pas d'incidence importante sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation consolidés.

RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416 974-5151
Télécopieur : 416 955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5

Site Web :
rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie Computershare
du Canada

Adresse :
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : (514) 982-7555
ou 1 866 586-7635
Télécopieur : (514) 982-7635

Site Web :
computershare.com

Co-agent des transferts (États-Unis)

The Bank of New York
101 Barclay Street
New York, New York
États-Unis 10286

Co-agent des transferts (Royaume-Uni)

Computershare Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgwater Road, Bristol
BS99 7NH Angleterre

Inscriptions en Bourse (Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada
Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis
Bourse de New York (NYSE)
Suisse
Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : (514) 982-7555
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs,
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416 955-7806
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

Régime de réinvestissement de dividendes

Le régime de réinvestissement de dividendes de RBC constitue, pour les détenteurs d'actions ordinaires inscrits de RBC résidant au Canada ou aux États-Unis, un moyen de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de la Banque.

Pour plus de renseignements au sujet de la participation au régime de réinvestissement de dividendes, veuillez communiquer avec notre agent chargé de la gestion du régime :

Computershare Investor Services, Inc.
Attn : Dividend Reinvestment Dept.
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Téléphone : 1 866 586-7635 (Canada et États-Unis)
(514) 982-7555
Télécopieur : 416 263-9394
ou 1 888 453-0330
Courriel :
service@computershare.com

Dates de paiement des dividendes pour 2006

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, O, S et W	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre

Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Première vice-présidente
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
123 Front Street West
6th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2M2
Téléphone : 416 955-7803
Télécopieur : 416 955-7800

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an se terminant le 23 juin 2006, nous pourrions racheter jusqu'à 10 millions de nos actions sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2006

Premier trimestre	3 mars
Deuxième trimestre	26 mai
Troisième trimestre	25 août
Quatrième trimestre	30 novembre

